

RÉDACTION
ET
BUREAU D'ABONNEMENTS

Lausanne, Rue de St-François 20.
On s'abonne, en Suisse, en Allemagne et en Autriche, dans tous les bureaux de poste. Les abonnements partent du 1^{er} ou du 15 de chaque mois.

PRIX D'ABONNEMENT

	Un an	6 mois	3 mois
Suisse	Fr. 20	10 50	5 50
Union postale.....	» 36	18 50	9 50

Prix du numéro : 40 centimes.

GAZETTE DE LAUSANNE

ET JOURNAL SUISSE

FONDÉ EN 1793

ANNONCES

HAASENSTEIN & VOGLER

Lausanne, Place de la Palud 24

Montreux, Vevey, Genève, Neuchâtel, Chaux-de-Fonds, Fribourg, Saint-Imier, Delémont, Bienna, Bâle, Berne, Zurich, St-Gall, etc.

PRIX DES ANNONCES

Pour l'étranger..... 25 centimes la ligne.
Pour la Suisse..... 20 centimes la ligne.

Toute lettre et tout envoi doivent être affranchis.

LAUSANNE, 28 août 1891.

BULLETIN POLITIQUE

Si l'on pouvait encore mettre en doute le grand courant qui porte vers la république française ceux des conservateurs qui étaient restés réfractaires, la lecture de deux journaux du matin d'hier convaincraient les plus sceptiques : nous voulons parler du *Figaro* et du *Soleil*.

Le *Figaro* est habile à prendre le vent. Organe des classes riches, il se garde de rompre en visière à leurs passions ou à leurs préjugés. Pendant des années, il a exécuté d'inoubliables variations sur ce thème : « La république n'est pas de bon ton ». Ses plaisanteries sur le manque de tenue des gouvernants rempliraient des volumes. Elles étaient quelquefois spirituelles.

Voici ce que M. Magnard écrit aujourd'hui :

Avez-vous remarqué combien chaque année, pendant les vacances hiénales que prend le Parlement, nos discordes intérieures paraissent près de s'apaiser ?

Cette fois surtout, le sentiment de détente s'est accentué sous diverses influences : à l'extérieur, l'inoubliable manifestation de Cronstadt et la réception non moins significative de l'escadre française à Portsmouth ; à l'intérieur, l'impossibilité reconnue de toute restauration monarchique semblent démontrer, aux plus récalcitrants, la nécessité d'accepter les faits accomplis.

On a beaucoup remarqué, par exemple, que M. le duc de la Rochefoucauld-Doudeauville et la droite du conseil général de la Sarthe, dont il est le président, avaient adopté le projet d'adresse envoyée à M. Carnot, sur l'initiative de M. Cavaignac.

On a remarqué encore que dans la cérémonie d'inauguration du monument élevé à Bonaparte, on n'a pas oublié les soldats morts en 1871, M. de la Rochefoucauld, maire de cette ville, a reçu le préfet à la gare, comme l'eût fait tout maire républicain, et qu'il a pris la tête du cortège aux sons de la *Marseillaise*.

Evidemment, ce n'est là qu'une marque de bonne éducation toute naturelle chez M. le duc de la Rochefoucauld, et il serait téméraire d'en conclure qu'il est devenu un républicain très décidé, mais si je ne me trompe, les années précédentes, au conseil général de la Sarthe, les relations de la droite et de la gauche avaient été moins cordiales. Si, d'autre part, on rapproche ces mêmes incidents de l'adhésion explicite, émanant de M. Achille Fould, député des Hautes-Pyrénées, il est impossible de méconnaître l'intensité du mouvement qui pousse tous les Français vers une politique de concorde et d'apaisement.

Par malheur, les Chambres reviendront avec elles les aigreurs, les froissements, les interpellations, tout ce tripotage insoutenable et — je le crains — inévitable du parlementarisme. Il y aura des incidents de tribune et des projets de loi liberticides, et des déclarations faites pour apaiser l'extrême-gauche. La bonne volonté des citoyens s'évaporerait un peu dans l'inertie et la faiblesse de leurs représentants.

Cependant des choses essentielles auront été dites et faites. Il ne faudrait de la part de nos gouvernants qu'un nouvel effort de souplesse et d'intelligence pour voir continuer le mouvement d'évolution qui rendrait l'ancienne opposition définitivement impuissante, quant à une modification de la forme gouvernementale.

Sous la plume de M. Magnard, ces observations n'ont rien de bien nouveau. Les petits articles que le perspicace écrivain du *Figaro* consacre presque chaque jour à la situation politique sont des modèles de concision et de bon sens. Nul plus que lui n'est exempt de passion. Mais, que le *Soleil* tienne aujourd'hui le même langage, c'est autrement significatif.

« S'il n'en reste qu'un, je serai celui-là », semblait jusqu'ici dire son éminent directeur M. Edouard Hervé, dans sa fidélité au comte de Paris. Sa discipline royaliste avait été impeccable même pendant l'aventure boulangiste. Le *Soleil* jugeait le « Saint-Arnaud de café-concert », à sa juste mesure, mais le chef de la Maison de France ayant adopté l'action parallèle, M. Edouard Hervé s'était soumis sans protester. En toute occasion, dès lors, il avait donné à Philippe VII de nouveaux témoignages de son dévouement, protestant entre autres contre la récente évolution duclergé. Aussi n'est-ce pas sans surprise que, sous la signature de M. Hervé de Kérouhant, frère de l'honorable académicien, on peut lire dans le *Soleil* d'hier :

Il devient vraiment bien difficile de faire de l'opposition au gouvernement de la République.

Car, pour faire de l'opposition, il faut un terrain d'opposition, et le terrain nous manque sous les pieds.

La question financière a été longtemps le grand cheval de bataille de l'opposition, j'entends de l'opposition conservatrice, car les radicaux les plus intransigeants et les plus farouches n'ont jamais été avarés des deniers des contribuables.

Ce cheval de bataille, nous pouvons continuer à l'enfourcher. Mais à quoi bon ? Pourquoi refaire chaque année le même article ? Pourquoi mettre sous les yeux du public les chiffres qui prouvent que la France, le pays qui paye le plus d'impôts et qui a le plus gros budget, continue imperturbablement à accroître tous les ans de plusieurs centaines de millions son énorme dette ? Les contribuables, les électeurs s'en moquent comme de l'an quarante. Je dirai même que le Français est fier du gros chiffre de contributions qu'il paye. Il met son orgueil à être le peuple le plus imposé qui soit au monde. Examinez la tête du bourgeois qui vient acquiescer entre les mains du receveur des contributions sa cote personnelle et mobilière : il est gai et content, comme lorsqu'il revenait de la revue, le jour que vous savez et qui est si loin de nous.

Nous avons une dette de 25 ou 30 milliards. Bast ! Qu'importe ? Ne sait-on pas que nous sommes riches, trop riches, et que nous pourrions, sans nous gêner, payer les intérêts d'une dette bien plus considérable encore ? Après tout, quand le gouvernement fait un emprunt, c'est une bonne occasion pour le public de placer sûrement et fructueusement son épargne. Et n'est-il pas prouvé que les emprunts favorisent la hausse de la rente ?

La question du Tonkin, qui a beaucoup servi en 1885, est également démodée. Et puis un touriste prince qui a vu, de ses yeux vu, ce pays en touriste ou plutôt en explorateur sérieux et impartial, nous a appris à son retour que c'est le plus beau pays de la terre et qu'on peut en tirer un excellent parti. La question du Tonkin ne peut plus être un terrain d'opposition. Encore un cheval de bataille fourbi !

La question extérieure ? Mon Dieu, nous avons tous cru que la république était dans des conditions bien plus difficiles qu'une monarchie pour trouver des alliances en Europe. Dans nos préoccupations patriotiques, nous déplorions l'isolement de la France. Cet isolement a cessé. Les sympathies nous reviennent de tous côtés. Nous avons l'amitié du pape et du tsar. Pendant que les musiques de nos régiments jouent l'hymne russe, M. de Mohrenheim fredonne la *Marseillaise*. L'Angleterre elle-même nous fait les yeux doux. Les rois nous boudaient, lors de l'exposition de 1889. Maintenant nous n'aurions pas beaucoup de peine à les décider à venir. L'un après l'autre, déposer à l'Elysée leur carte de visite. Il ne tarderait qu'à nous de croire qu'on a délaissé nos frontières, du Kamchatka au Monomotapa, nous n'avons que de bons amis. Que peut-on désirer de plus ?

Il y a la question religieuse. Nous entendons dire que d'ici peu de temps la dernière école primaire sera laïque. On nous parle aussi de nouvelles expulsions des sœurs qui se préparent, qui auront lieu prochainement. Mais tout cela n'empêche pas le parti qui s'intitule catholique de s'orienter vers la république. Nous aurions mauvaise grâce, sans doute, à montrer pour la défense des intérêts de l'Eglise con-

tre la république plus de zèle que l'*Univers*, organe du parti catholique militant, qui non seulement s'accommode fort bien du régime actuel, mais nous signifie que « le câble est coupé » entre l'Eglise et le parti monarchique. Si les catholiques militants aiment mieux s'entendre avec les républicains qui ont voté les lois de laïcisation, l'expulsion des congrégations et le droit d'accroissement qu'avec les monarchistes qui ont combattu ces mesures jacobines, nous n'avons qu'à les laisser faire, en souhaitant que la cause de la liberté religieuse n'ait pas à souffrir de leur attitude. Nous ne pouvons pas continuer de combattre pour des gens qui nous tournent le dos et nous déclarent qu'il n'y a plus rien de commun entre eux et nous.

Il y a bien les principes monarchistes, poursuit le *Soleil*. Mais ils n'empêchent pas les royalistes les plus qualifiés d'être fort aimables pour la République. A preuve l'attitude, déjà mentionnée par le *Figaro*, du duc de Doudeauville au Conseil général de la Sarthe. Et M. de Kérouhant en vient à se demander « où est l'opposition ? » S'il parle encore en terminant des « glorieuses traditions du parti monarchique et de ses espérances d'avenir », il est bien permis de penser que ce sont là de simples fleurs de rhétorique, jetées sur une tombe.

Voilà le résultat de deux ans à peine de gouvernement modéré et d'apparence stable. Aux élections générales de 89, la République semblait à deux doigts de sa perte. Qui l'y avait conduite ? Les radicaux, le cabinet Brisson, le second cabinet Freycinet, le cabinet Goblet, le gouvernement de M. Floquet, le boulangisme, qui s'était épanoui sur ce terrain propre à son éclosion. Aujourd'hui, le danger s'éloigne. Les ennemis de la République, s'il lui en reste, savent par où il pourrait revenir. Plus que jamais, selon le mot courageux qui a coûté le pouvoir à M. Ferry, « le péril est à gauche. »

Les impôts communaux.

Une pétition revêtue de 1702 signatures, réclamant contre le mode suivi jusqu'à présent dans la perception des impôts communaux, est parvenue au Grand Conseil dans sa dernière session.

Les pétitionnaires demandaient que les communes fussent autorisées à percevoir l'impôt mobilier, en faisant abstraction de la résidence au 1^{er} janvier de l'année comptable et en calculant l'impôt dû proportionnellement à la durée du séjour dans la commune, lorsque la durée de ce séjour n'est pas inférieure à trois mois.

Le Grand Conseil, adoptant les propositions de sa commission, avait renvoyé cette pétition au Conseil d'Etat, avec recommandation.

Dans son rapport, la commission faisait ressortir que le système des pétitionnaires est celui que prévoit, en matière cantonale, l'article 28 de la loi d'impôt du 21 août 1886. Cette loi statue, en effet, que le contribuable qui, dans le courant de l'année, vient s'établir dans le canton ou cesse d'y résider, est tenu de payer l'impôt mobilier proportionnellement à la durée de son séjour dans le canton. La durée de cette résidence ne doit pas être inférieure à trois mois.

La commission faisait également remarquer que les cas visés par les pétitionnaires sont de deux sortes : le cas où un contribuable change définitivement de résidence, en transportant son domicile d'une commune dans une autre, et celui où une personne a deux résidences, par exemple une résidence d'été et une résidence d'hiver.

Georges, c'est horrible !

Et la pauvre petite fondit de nouveau en larmes, en même temps qu'écrasée par l'émotion, elle tombait à genoux sur le gazon. Non moins remuée qu'elle, Georges lui prit les mains, la releva, l'appuya sur son bras et, par de douces paroles qui la bérigèrent comme une chanson, essaya d'apaiser son pauvre cœur puissamment bouleversé. Ils étaient arrivés au sommet de la falaise, le marquis la conduisit au tertre gazonné qui entoure la croix.

— Asseyez-vous ici, Régine, lui dit-il, remettez-vous, calmez-vous, surtout, et, tout à l'heure, puisque ce chapitre est entamé entre nous, vous me continuerez vos confidences ; vous me direz tout ce que vous en avez souffert, de ces tristesses que je ne commence qu'à pressentir, de ces doutes terribles, qu'avant de vous entendre je ne pouvais même pas imaginer ; vous me direz le secret de votre mutisme, de votre sauvagerie, de votre méfiance de vous-même et j'espère bien, ma pauvre enfant, pouvoir d'un mot vous consoler, vous rassurer, vous encourager.

— Vous pourriez toujours me faire du bien en me disant la vérité, fit Régine qui s'apaisait un peu ; voilà si longtemps que je la cherche, que je n'ose la demander à personne et que je souffre tant de ne pas arriver à la connaître !

Et sans autre invitation de Georges, Régine, doucement, tristement, avec beaucoup de calme, ouvrit tout son âme devant lui.

Elle lui raconta son enfance, dont elle se souvenait à peine, et qui lui avait laissé l'impression d'une longue journée de brouillard, traversée par quelques fugitifs rayons de soleil. En effet, toute cette période écoulée jusqu'à ses sept ans restait confuse dans son esprit ; elle se rappelait vaguement d'abord des souffrances physiques, du « mal partout », puis cela s'était passé et le premier jour où elle avait pu marcher était gravé dans sa pensée : « un matin où il faisait du soleil, où le gazon sentait bon parce qu'il y avait des violettes et où les grands arbres du jardin de l'hôtel poussaient leurs premières feuilles. » Après cette

Dans les deux cas, c'est la commune de la résidence du contribuable au 1^{er} janvier qui, sous le régime de la loi actuelle, perçoit l'impôt pour l'année entière.

D'accord avec la commission du Grand Conseil, le Conseil d'Etat a estimé qu'il était juste et équitable qu'à un séjour partiel correspondît un impôt partiel et il s'est empressé de faire l'étude qui lui était demandée.

Après avoir constaté que la loi d'impôt sur les immeubles et sur la fortune mobilière du 21 août 1886 ne contient rien de contraire au système proposé, le Conseil d'Etat a estimé que, pour satisfaire aux vœux exprimés dans la pétition, il suffisait d'ajouter quelques dispositions nouvelles à la loi du 17 mai 1880 sur les impositions communales. Mais comme cette loi a déjà subi une modification par le décret du 16 septembre 1885, il a jugé préférable de la soumettre à une refonte complète et à la remplacer par un nouveau projet de loi.

Ce projet a été distribué hier au Grand Conseil. Voici le texte des dispositions nouvelles qu'il renferme :

Art. 3. Tout impôt communal doit nécessairement atteindre les immeubles et la fortune mobilière.

Il peut être établi sur la base de la proportionnalité ou sur celles de la loi d'impôt du 21 août 1886.

Art. 4. Doivent l'impôt sur la fortune mobilière proprement dite, ainsi que sur les rentes et usufruits, les contribuables dont la résidence dans la commune, pendant le courant de l'année, n'est pas d'une durée inférieure à trois mois.

Les divers séjours du contribuable dans la commune, lorsque leur durée est de plus de dix jours ou fractions de jour consécutifs, sont comptés pour établir la durée de la résidence.

Celle-ci n'est pas interrompue par un séjour qui ne dépasse pas dix jours consécutifs dans une autre commune du canton, non compris le jour du départ.

Art. 5. L'impôt sur le produit du travail est payable en entier à la commune dans laquelle le contribuable (particulier ou société) exerce sa profession ou sa principale industrie.

La société anonyme paie l'impôt pour l'année entière à la commune où elle a son siège légal ; toutefois, si la société a des succursales régulièrement établies et inscrites au registre du commerce, ces succursales paient l'impôt à la commune où elles sont établies.

Art. 6. N'est pas considéré comme changement de résidence un séjour hors du canton, ou simplement hospitalier, non plus que pour cause de maladie ou de peine à subir.

Dans l'un ou l'autre de ces cas, la durée du séjour reste acquise à la commune où le contribuable avait sa résidence au commencement de l'année.

Art. 7. Le changement de résidence est constaté par inscription sur un registre à souche, fourni par la commune intéressée. Le coupon, détaché pour être adressé le dixième jour par la Municipalité de la nouvelle résidence à celle de la précédente, est soumis au visa du contribuable ou au membre de sa famille présent.

Art. 8. Chaque commune perçoit, au taux fixé par le décret ou l'arrêté qui la concerne, la part proportionnelle d'impôt qui lui est due.

Art. 9. L'impôt pour l'année entière est dû à la commune où le contribuable est inscrit pour l'impôt cantonal :

a) lorsque la résidence dans une autre commune n'a pas atteint la durée de trois mois ;

b) lorsque cette résidence a eu lieu dans une commune qui ne perçoit pas d'impôt communal.

Le principe de la loi peut à la rigueur être discuté quoiqu'il nous paraît rationnel d'admettre comme règle générale que l'impôt n'est dû qu'au domicile.

Quant au mode d'application proposé par le Conseil d'Etat, il ne peut aboutir, dans la pratique, qu'à d'insupportables vexations, jusqu'ici heureusement étrangères à nos mœurs, et qui feront de notre pays une terre fort peu hospitalière.

éclaircie de souvenirs, plus rien, la nuit. Quelques impressions vagues, ensuite, auxquelles elle ne savait pas donner de date : sa première poupée, qui lui avait fait peur parce qu'elle lui semblait vivante ; ses difficultés avec mademoiselle Plauset, dont elle ne se rappelait point l'arrivée mais qu'elle était bien sûre de n'avoir jamais aimée. Puis, peu à peu, ses souvenirs devenaient plus nets au fur et à mesure que ses idées, aussi, étaient devenues plus claires ; quelques images se détachaient sur le fond uniforme de sa mémoire : Sa mère, jeune, belle, parée, qui cachait souvent une larme dans ses cheveux bouclés, disait tristement : « Pauvre petite » et s'en allait ; son saisissement à elle, Régine, devant elle, son admiration, qui l'empêchait de jeter ce cri si souvent et si longtemps contenu : « Maman ! »

Son père, elle se le rappelait à peine, il venait rarement à la nursery ; il lui faisait peur ; elle se cachait, quand elle entendait sa voix, dans les jupes de sa chère nounou qu'elle avait toujours connue, toujours chérie, qui la bérigait sur ses genoux, lui chantant des chansons, lui contait des histoires, mais seulement quand mademoiselle Plauset n'était pas là. Il se plaçait les débuts de son aversion raisonnée pour son institutrice. Un jour qu'elle avait voulu l'embrasser, croyant ainsi lui témoigner une amitié que ses lèvres étaient inhabiles à traduire, mademoiselle Plauset l'avait repoussée brusquement.

« Fantes-moi grâce de tes bécoteries, mademoiselle Régine », lui avait-elle dit. Régine s'était toujours rappelée ce mot *bécoteries*, et, sans bien le comprendre, en voulait à sa gouvernante de le lui avoir appliqué. *Bécoteries*, un baiser qui elle allait lui donner, parce qu'elle avait besoin d'aimer et d'embrasser quelqu'un et que, sa mère, elle n'en était jamais osée : elle la voyait, elle la connaissait si peu !

Mais à cette apostrophe maladroite qui avait tant contristé Régine, mademoiselle Plauset devait bientôt ajouter l'irréparable. Souvent, dans sa mauvaise humeur, elle avait appelé son élève : « idiote ». Celle-ci n'avait pas compris, mais, un jour qu'elle était rebelle

NOUVELLES POLITIQUES

— L'escadre de l'amiral Gervais, partie à dix heures du matin de Portsmouth, est arrivée en rade de Cherbourg, mercredi, à six heures et demie du soir, au milieu d'une tempête qui régnait sur toute la côte. Malgré la pluie torrentielle, une foule nombreuse se pressait sur la jetée et a persisté à attendre le débarquement de l'amiral Gervais, qui a pris terre à sept heures et demie, aux cris de : « Vive l'amiral Gervais ! »

L'amiral s'est rendu à pied à la préfecture. Au moment où il arrivait, les cris ont redoublé, accompagnés de ceux de : « Vive la Russie ! » et : « Vive la France ! » Le clairon du poste a sonné aux champs. La foule est restée quelque temps stationnaire et s'est ensuite dispersée, après avoir de nouveau acclamé l'amiral.

Un comité s'est constitué à Rome pour recueillir des adhésions et faciliter le voyage de Nice à l'occasion de l'inauguration du monument de Garibaldi ; M. Canzio conduira la délégation italienne en qualité de gendre de Garibaldi, et M. Cavallotti seul parlera officiellement au nom de l'extrême-gauche.

Une polémique s'est élevée au sujet de la participation des radicaux italiens à cette cérémonie. Les journaux modérés des accusés d'aller à Nice pour faire une manifestation contre leur pays. Le *Don Chisciotte*, organe radical, défend son parti et déclare que la présence des démocrates italiens à la fête de Nice a une signification italienne. « Elle voudra dire qu'ils aiment d'une affection égale toutes nos villes, celles qui sont réunies à l'Etat italien comme celles qui attendent d'y rentrer. »

— On mande d'Athènes que le ministre des affaires étrangères de Grèce a appelé l'attention des représentants des puissances à Athènes sur la gravité de la situation en Crète.

Le gouverneur de l'île agitant, paraît-il, comme si l'état de siège avait été proclamé et comme si l'on vivait sous le régime militaire ; il réclame certains habitants dans une partie reculée de l'île et refuse aux avocats le droit de défendre leurs clients.

Le consul de Grèce en Crète prétend que ces rigueurs amèneront probablement de graves désordres.

— Les dépêches du Chili sont plus contradictoires que jamais.

Du Pérou, où l'on est congressiste, on télégraphie que Balmaceda a le dessous et recule, bien que ses troupes soient numériquement supérieures.

De Valparaiso, où le télégraphe est aux mains des gouvernements, on mande au contraire que la victoire du président est complète. Une dépêche va même jusqu'à dire que les troupes congressistes se sont rendues sans pouvoir regagner leurs vaisseaux et que 12,000 hommes sont envoyés dans le Nord pour reprendre Iquique.

Impossible de démêler la vérité.

INFORMATIONS DIVERSES

— On lit dans le *Journal des Débats* d'hier : « Depuis ce matin, une violente tempête passe sur Paris. Quoique le ciel soit sans nuages et que le soleil soit beaucoup plus chaud que ces jours derniers, la violence du vent est telle que nombre de cheminées ont été jetées à terre. Les arbres des avenues et des promenades ont également beaucoup souffert. Les branches jonchent le sol. »

— Un télégramme adressé au sous-secrétaire français des colonies par le gouverneur de la Martinique fait connaître que les pertes matérielles résultant du désastre ne peuvent être évaluées, même approximativement. En effet, non seulement des bourgs entiers n'existent plus, tels que le Gros-Morne, Ducos, Vaudin, le Morne-Rouge et St-Joseph ; mais les conséquences de la catastrophe se trouvent considérablement aggravées par la destruction presque totale des récoltes.

Les bananes et le manioc formant la base de la

aux mystères de l'alphabet, sa gouvernante, à bout de patience, avait jeté le livre sur la table et interrompu la leçon, en s'écriant :

« Que veut-on que je fasse de cette idiote ! »

A lors Régine avait voulu savoir ce que c'était qu'une idiote ; elle l'avait demandé à sa nourrice qui, après avoir refusé de lui répondre, avait fini, irritée à son tour du dédain que mademoiselle montrait à son enfant chérie, par lui dire qu'une idiote était une personne sans esprit et sans raison. Régine avait retenu cette définition et s'expliquait pourquoi, lorsque dans leurs promenades aux Tuileries ou aux Champs-Élysées, quelques autres petites filles s'approchaient d'elle pour l'entraîner dans leurs jeux, mademoiselle Plauset les éloignait d'un mot :

« Impossible, elle est idiote ! »

Et elle se rendait compte alors des regards de pitié ou de mépris que, suivant leurs nature bonnes ou mauvaises, lui jetaient celles qui ensemblaient pu être ses compagnes.

Régine n'admet pas la possibilité que mademoiselle Plauset se trompait, son intelligence ne pouvait aller si loin, elle acceptait le verdict porté sur elle. Idiote ! elle était idiote ! C'était pour cela, sans doute, que sa vie était si triste ? elle ne pouvait la comparer à aucune autre, puisqu'elle ne connaissait personne, mais sa nourrice, dans son imprévoyance, lui racontait des histoires de petites filles qui ne quittaient pas leurs mères, qui avaient des amies pour jouer, rire, s'amuser, et Régine se disait que si l'en était pas ainsi pour elle, c'est qu'elle était réellement idiote.

Cela faisait saigner son cœur, quand elle y songeait, de n'être pas comme une autre, mais elle n'y songeait pas souvent : penser la fatiguait. Ce fut plus tard que la souffrance devint plus âpre et plus déterminée.

Un jour, qu'elle était fâchée avec mademoiselle Plauset, celle-ci lui dit :

— Ce n'était pas assez d'être idiote, voilà qu'elle devient folle, à présent !

Folle ! c'était donc plus grave ? Régine avait encore questionné sa nourrice.

FEUILLETON DE LA GAZETTE

UN AN D'ÉPREUVE

par MARY FLORAN

Parfois, s'approchant de lui, elle lui prenait la main ; il la laissait faire, respectant avant tout la candeur et l'ignorance de cette âme d'enfant et ne voulant voir en elle, malgré sa beauté, très féminine déjà, qu'une pauvre petite fille abandonnée dont il avait été le premier appui et dont il restait la première affection.

Tout en cheminant, ils causaient.

Vous êtes donc bien heureuse, lui dit Georges,

du départ de mademoiselle Plauset ?

— Si je le suis ! Il me semble que je suis délivrée !

— Pourquoi délivrée ? n'était-elle pas bonne pour vous ?

— Bonne ! devant ma mère elle le semblait, mais quand nous étions seules...

— Que vous faisiez-elle donc ?

— Rien, si vous voulez. Comme *nounou* disait quelquefois : « Si elle vous manquait on pourrait se plaindre, au moins, mais elle ne vous manque pas ! »

— Elle était, sans doute, un peu sévère pour vous ?

— Sévère ! qu'est-ce que cela ! Oui, elle l'était, mais je le lui eusse bien pardonné ; ce qui me rendait si malheureuse, c'était la façon dont elle me traitait.

— Mais, encore une fois, comment vous traitait-elle ?

— Comme... comme... répondit Régine hésitant.

Puis, se reprenant vivement :

— Mais je ne peux pas vous dire cela ! Si vous

l'ignorez, et vous en avez l'air, pourquoi vous l'apprenez ?

— Parce qu'on ne doit rien cacher à ceux que l'on aime ; vous ne m'aimez donc pas, Régine ?

— Je ne vous aime pas ! répondit l'enfant devenant toute pâle et prête à pleurer, je ne vous aime pas ! Oh ! Georges ! cousin Georges ! moi qui donnerais ma vie pour vous !

Plus ému qu'il ne voulait en convenir par cette affirmation passionnée, Georges reprit doucement :

— Alors si vous m'aimez, si je suis votre ami, pourquoi avoir des secrets pour moi ?

— Oh ! des secrets, répondit Régine à peine calmée, un seul ! et encore parce que c'est une chose que je ne puis dire ; je n'en parle jamais qu'avec *nounou*.

— N'avez-vous pas aussi confiance en moi qu'en *nounou* ?

— Oh ! si ! mais... elle n'y croit pas, tandis que vous, si vous étiez de l'avis de mademoiselle Plauset !

— Il serait bien extraordinaire que j'en fusse, sur ce point, moi qui ne l'ai jamais été sur aucun autre.

— Eh bien ! fit Régine avec une résolution qui lui amena le sang aux joues, savez-vous que je suis folle ?

Et se détournant, elle cacha sa figure entre ses mains puis éclata en sanglots.

— Folle ! reprit Georges dont les yeux se dessillaient subitement, folle ! vous, Régine ? qui a pu vous dire une insanité pareille ?

— Vous ne croyez pas alors que je le suis ? fit la jeune fille décrochant son visage et respirant à peine.

— Non, je ne le crois pas, répartit Georges avec force ; non, vous n'êtes pas folle, et ceux qui vous ont dit cela sont les derniers des misérables.

— Bien vrai ? dit Régine, attachant cette fois sur le marquis son long regard clair. Bien vrai ? Je vous

croirai, vous, vous ne m'avez jamais menti et ce sera si bon de vous croire ! Ce doute, voyez-vous, cousin

noirâtre de la population, les ravages occasionnés par le cyclone qui a saccagé les champs et déraciné les arbres par milliers ont réduit les malheureux habitants de l'île au dénuement le plus complet. Les pertes, on le voit, sont incalculables.

— Le *Figaro* vient de se livrer à une curieuse récapitulation des plus grands succès d'argent faits par les théâtres parisiens depuis vingt ans. Sans compter les reprises, 152 pièces de toute nature ont eu plus de cent représentations : *Les Cloches de Corneville* tiennent la tête avec 600 ; puis viennent dans les 400, *Le Tour du monde*, *La Mascotte* et *La Fille de Mme Angot* ; au-dessus de 300 : *Michel Strogoff*, *Les Femmes collantes*, *Miss Hélyett*, *Le Maître de Forges* et *Le Petit Duc*, 32 pièces sont entre 200 et 300, 111 entre 100 et 200 représentations.

Comme recensement, le *Figaro* note que, dans les seuls théâtres de Paris, *Michel Strogoff* a fait presque trois millions de francs ; *Le Tour du monde*, 2,400,000 fr. ; *Madame Angot*, 2 millions ; *Les Mille et une nuits*, 1,800,000 ; *Orphée aux Enfers*, 1,784,000 ; *Theodora*, 1,650,000 ; *Les Cloches de Corneville*, 1,640,000 ; *Niniche*, 1,400,000 ; *La Mascotte*, 1,370,000 ; *Le Maître de Forges*, 1,300,000 ; *Le Petit Duc*, 1,250,000 ; *Divorçons*, 1,200,000 ; *Mamzelle Nitouche*, 1,160,000 ; *Lili*, 1,150,000.

On sait qu'un dixième de la recette revient de droit à l'auteur.

— Pendant le retour de l'empereur d'Allemagne de Merseburg à Berlin, le wagon-cuisine du train impérial a pris feu près de Luckenwalde. On a pu le détacher à temps, mais le train impérial a subi un retard d'une heure.

— On vient de recevoir à Berlin des nouvelles d'Emin-Pacha, datées des derniers jours du mois de mai. A ce moment Emin et le docteur Stuhlmann, qui l'accompagne, étaient arrivés au lac Tanganyika. Ils avaient eu à soutenir depuis Tabora plusieurs combats avec les marchands d'esclaves ; mais ils leur ont infligé des pertes très sérieuses et avaient réussi à se frayer un chemin jusqu'à Oudjiji. Ces nouvelles mettent à néant les fantaisies que certains journaux avaient accueillies au sujet de la reprise de Ouadelaï par le pacha ; elles confirment aussi ce que l'on savait déjà sur l'état troublé où se trouve depuis quelque temps la région de l'Ounyanien.

— On annonce la mort du général anglais George Withcote, l'un des derniers survivants de Waterloo. Il était né en 1794. Entré comme cadet au 52^e régiment d'infanterie des 1808, il servit dans la guerre d'Espagne sous Wellington, prit part aux sièges de Ciudad-Rodrigo et de Badajoz et combattit comme officier à Waterloo.

— Les nouvelles d'Afrique donnent pour positive une entente entre les chefs Ras Aloula, Mangascia, Sabat et Debeh pour se partager le Tigré, indépendamment des accords italiens. A Debeh, qui a trahi les Italiens à la solde desquels il était, on a assigné la partie du Tigré qu'occupe Agos pour le compte de l'Italie. Le gouvernement de l'Érythrée a dû envoyer 500 hommes au secours de ce chef.

Le roman d'un grand-duc.

A propos de la réception de l'archiduc Alexis, à Paris et à Vichy, de nombreuses fables ont couru la presse sur la vie privée de ce prince.

Un correspondant de la *Gazette de France* raconte en ces termes l'histoire vraie, — s'il faut le croire, — du grand-duc de la flotte russe :

Alexis-Alexandrovitch, troisième fils d'Alexandre II est le seul frère du tsar actuellement régnant qui n'ait pas fait un mariage conforme à sa condition. Le beau grand-duc, comme on l'appelle en Russie, a sacrifié toute sa vie à un amour de jeunesse, bien que celle qui en fut l'objet dorme depuis des années du dernier sommeil.

Mlle Wjera Schukowski était la petite-fille du célèbre poète russe auquel on doit entre autres une admirable traduction des chefs-d'œuvre de Schiller et de Goethe et auquel on a récemment élevé une statue. C'était une jeune fille d'une admirable beauté, d'une grâce et d'un esprit charmants. Elle était demoiselle d'honneur de l'impératrice Maria-Alexandrovna, épouse d'Alexandre II, née princesse de Hesse-Darmstadt.

Le grand-duc Alexis, alors âgé de vingt-cinq ans, en devint éperdument amoureux. Il fut payé de retour... si bien que la situation ne pouvant plus être cachée, la demoiselle d'honneur se jeta un beau jour aux pieds de sa souveraine, lui avoua sa faute à travers un torrent de larmes et lui apprit que le grand-duc avait juré solennellement qu'il n'épouserait jamais qu'elle.

L'impératrice entra dans une vraie fureur. Elle était exaspérée au dernier point que pareille chose se fût passée chez elle, presque sous ses yeux. Elle ne pouvait souffrir la pensée que son fils favori, l'orgueil de la famille impériale par sa beauté et sa grande intelligence, fût une médisance. Elle repoussa avec dureté la Madeleine repentante, qui fut chassée de la cour et exilée dans une province reculée, chez un parent qu'elle avait la-bas.

Quant au grand-duc Alexis, il reçut l'ordre de partir pour un voyage de deux ans en Amérique et reçut comme mentor l'amiral Pessjet, ancien ministre des travaux publics.

Précautions inutiles ! Au moment où le jeune prince s'embarquait à

— Folle ! vous, mon pauvre agneau ! avait-elle répondu ; c'est cette femme qui l'est de vous traiter ainsi ; les folles ne disent jamais deux mots sensés et vous parlez comme un ange.

Régine réfléchit que mademoiselle Plauset, qui était si savante, devait mieux s'y connaître que d'autres, qu'elle était folle sans doute, que sa *nouveau* ne voulait pas le lui dire pour ne pas lui faire de peine ; mais elle jugea aussi que, puisque c'est à leurs paroles qu'on reconnaît les folles, si elle ne parlait jamais, on ne devinerait pas qu'elle l'était... Ce fut la cause de son obstinée silence.

Elle ne pouvait rien apprendre, son intelligence semblait s'y refuser, elle ne retenait pas et ne comprenait qu'à demi, n'osant jamais demander une explication ; puis, qu'est-ce qu'une folle a besoin de connaître ? et elle interrogeait Marie-Rose, sa *nouveau*, pour savoir s'il y avait des folles instruites, des folles bonnes, d'autres méchantes ; elle voulait savoir si, différente du genre humain, elle était, au moins, semblable à ses parrains.

La nourrice, qui ignorait son but caché et n'avait en vue que l'objectif de la distraire, lui racontait des histoires de fous, de folles, de cabanons, de maisons de santé, de camisoles de force, qui faisaient dresser les cheveux sur la tête de Régine, et plus Marie-Rose la voyait intéressée, plus elle faisait ses récits noirs. L'enfant en était avertie ; un jour qu'elle avait débouillé à mademoiselle Plauset et s'était fâchée, lui avait répondu :

« Vous tenez donc à vous faire enfermer, mademoiselle. »

Elle avait été prise, dès lors, d'une frayeur terrible qu'on ne la mette dans une de ces maisons de santé dont sa nourrice lui faisait une peinture si affreuse, et elle n'osa plus parler ni se rebeller, de crainte de ce sort redoutable. Comme elle se rendait bien compte, malgré tout, que sa mère était l'arbitre de sa destinée, plutôt que mademoiselle Plauset, c'est d'elle qu'elle eut encore le plus peur ; elle la fuyait, tremblait en sa présence, se renfermait dans un silence

Cronstadt pour commencer son voyage, Wjera Schukowski disparaissait, sans laisser de traces, de son château de province.

Quelques mois plus tard, on apprenait à la cour de Russie, avec une irritation profonde, qu'un pape complaisant avait bûti, à l'Eglise russe de Washington, le mariage du grand-duc Alexis avec la petite-fille du poète, et qu'elle accompagnait son époux, soit dans l'Amérique du Nord, soit plus tard au Canada, en Chine et au Japon.

Au retour, un fils naquit de cette union. La jeune dame faillit mourir. Elle fut envoyée avec son enfant à Montreux. Elle ne tarda pas à donner des symptômes de phthisie. Le grand-duc arriva en hâte de St-Petersbourg, en proie au plus violent désespoir, et y resta de longues semaines auprès de sa femme et de son enfant.

Le tsar Alexandre II ne sut pas être inflexible. Il n'avait pas reconnu le mariage de son fils. Mais il avait l'âme trop haute et le caractère trop généreux pour blâmer la conduite chevaleresque du grand-duc et mettre obstacle à ce que celui-ci fit son devoir vis-à-vis de la moribonde. Des Kirgises, tout un troupeau de juments fut envoyé à Montreux, pour lui procurer du kumys, cette précieuse boisson des Kirgises, considérée comme souveraine contre la phthisie. Pendant quelque temps, la cure sembla couronnée de succès. C'était une apparence. Après l'avoir pendant plusieurs mois disputée à la mort, le grand-duc eut la douleur de la voir expirer entre ses bras.

Il avait renouvelé à sa jeune femme le désir de n'en épouser jamais d'autre. Il a tenu parole. Il a aujourd'hui 41 ans et, malgré son immense fortune personnelle, sa grande situation comme aide-de-camp général de l'empereur et amiral-général de la flotte russe, il vit très isolé dans son château de Meike, près de St-Petersbourg.

Malgré son veuvage, le grand-duc Alexis a résisté aux instances de son père et de son frère, qui le pressaient de se marier. Son fils a maintenant 17 ans. Il est élevé en Suisse et, par testament, est institué unique héritier de l'immense fortune de son père. Jamais il n'a mis les pieds en Russie.

Quant à la comtesse de Beatharnais, — dont il a été fort question ces jours derniers à propos du grand-duc Alexis, — c'est la sœur de l'illustre général Skobelev. Elle est la femme légitime du duc Eugène de Leuchtenberg, dont elle a été récemment autorisée, par rescrit impérial, à porter le nom. La duchesse Zénaïde de Leuchtenberg est d'une beauté imposante, avec des yeux profonds comme la mer. Les mauvaises langues lui attribuent de nombreuses aventures et prétendent qu'elle est parvenue à attacher le beau grand-duc à son char. Mais que celui-ci songe, — comme on l'a imprimé ces jours derniers, — à épouser la sœur de Skobelev pour le cas où elle obtiendrait son divorce d'avec le prince Eugène de Leuchtenberg, c'est, soyez-en certain, pure invention.

Le seigle russe.

St-Petersbourg, 25 août.

Une immense quantité de seigle s'exporte des ports de la Baltique et les voies ferrées ne suffisent pas à leur transport.

Dans les gouvernements de Kowno et de Wilna, des troubles ont éclaté parmi les paysans, furieux de voir enlever les provisions de seigle par les marchands qui veulent profiter des derniers jours précédant la mise en vigueur de l'oukase prohibant l'exportation.

A Schanloe, 400 charrettes de seigle que l'on conduisait à la gare ont été arrêtées par une foule menaçante. Après avoir forcé les conducteurs des chariots à se rendre à l'Hôtel-de-Ville, la foule a déchargé les blés et les a transportés à l'intérieur de l'édifice municipal. Un grand nombre d'habitants se sont dirigés vers la gare afin d'empêcher le départ des convois de seigle ; plusieurs paysans se sont jetés en travers des rails au moment où les trains se mettaient en marche.

Malgré les déclarations faites par les autorités que les boulangers seraient obligés de vendre le pain de seigle au même prix que jadis, les troubles ont continué et l'intervention de la troupe a été jugée nécessaire pour disperser les émeutiers.

Dans la ville de Srida, située dans le gouvernement de Wilna, les habitants se sont emparés du seigle que les marchands avaient acheté dans les fermes du voisinage et ils l'ont répandu dans les rues en criant : « qu'ils préfèrent la Sibérie à la famille ».

A Wilna, les ouvriers employés aux ateliers de chemins de fer ont empêché le départ de convois de seigle ; ils criaient, en parcourant la gare : « Exporter le seigle, c'est exporter le pain du peuple ».

Après le 27 août, les mélanges contenant plus de 80/100 de seigle ou 10/100 de son qui seront présentés à la douane seront confisqués.

CONFÉDÉRATION SUISSE

Corps diplomatique. — Le Conseil fédéral a nommé attaché au département des affaires étrangères M. Guillaume du Pasquier, docteur en droit, de Neuchâtel, et attaché à la légation suisse à Paris M. Antoine Suter, docteur en droit, jusqu'ici attaché au département des affaires étrangères.

et une soumission absolue pour que la duchesse, ne s'apercevant pas de son état, ne l'écarte pas de sa maison.

C'est à ce moment qu'on parla de sa première communion : un prêtre, amené par sa mère, vint pour causer avec elle ; elle crut qu'il allait lui faire subir un interrogatoire qui déciderait de sa destinée et eut bien peur : ses premiers mots la rassurèrent. Sa nourrice, seule personne avec qui elle causait, lui avait parlé de la première communion ; quand elle comprit que c'était de cela qu'il s'agissait, elle fut joyeuse ; elle savait de *nouveau* que les folles ne la font pas. Elle s'appliqua à apprendre son catéchisme, pour être admise ; elle le repassait avec Marie-Rose et le répétait à ce prêtre, qu'elle aimait beaucoup. Ce fut comme une grâce, disait-elle, elle savait très bien tout ce qu'il lui expliqua et s'enhardit à tel point avec lui qu'elle osa un jour lui demander si les folles allaient au ciel ! La réponse qu'il lui fit l'encouragea. Elle pourrait avoir sa place au paradis tout comme une autre, elle qui n'aurait pas sa place sur la terre. Si elle n'avait pas su que Dieu le défendait, elle eût voulu mourir tout de suite ; mais elle se répétait souvent, pour se fortifier elle-même : Heureux les pauvres d'esprit...

Le jour de sa première communion, elle connut une joie indicible, presque céleste. Elle l'avait faite dans la chapelle d'une communauté avec cinq ou six autres jeunes filles ; sa mère avait pleuré en l'embrassant. Oh ! elle était bien heureuse ! mais, au sortir de l'église, une amie de la duchesse avait abordé celle-ci.

« Ah ! voilà Régine, avait-elle dit, permettez que je l'embrasse ; qu'elles sont bien des anges, celles-là ! Mais vous, ma pauvre amie, vous avez le cœur déchiré ?... ce jour si gai pour les autres mères est cruel pour vous ?... Courage, pourtant, qui sait... son état ne s'aggrave pas, la raison peut lui revenir... »

Régine n'en avait pas entendu plus, mais son bonheur avait été gâté ; tout le monde savait donc qu'elle

Commissions. — Les commissions du Conseil national et du Conseil des Etats pour le chemin de fer Vernayaz-Châtelard se réuniront le 17 septembre à Martigny.

Sociétés. — La Société des étudiants suisses, réunie à Schwytz, a composé son comité central de MM. Caton, étudiant en droit, du Tessin ; Sigrist, étudiant en théologie, de Lucerne ; Weber, étudiant en médecine, de Schwytz ; von der Weid, étudiant en droit, de Fribourg, et Husler, étudiant en droit, d'Argovie.

Le comité central désignera le lieu où la société se réunira l'an prochain.

Fabriques. — Le Conseil fédéral a délégué à l'exposition internationale de Francfort MM. Schuler et Rauschenbach, inspecteurs des fabriques, pour y étudier les installations hygiéniques et de protection.

Anarchistes. — Le Conseil fédéral a fait aviser l'anarchiste Paul Sicchi, qui a publié, ces jours derniers, à Genève, un journal intitulé *Croce di Savoia*, que s'il continuait à abuser de l'asile, il serait expulsé.

Sicchi est sicilien et, dit-on, déserteur. Son journal est rempli de violentes et grossières injures à l'adresse de la Suisse, du roi Humbert et du Conseil fédéral.

M. Stanley en Suisse.

Un représentant de l'Agence Dalziel a interviewé Stanley à son passage à Paris et nous donne les renseignements que voici :

M. Stanley est encore dans l'impossibilité de se mouvoir, en raison du récent accident dont il a été victime. Il n'a néanmoins reçu fort gracieusement dans le salon où il se tenait en compagnie de Mme Stanley. Celle-ci m'a dit que son mari ne serait pas autorisé, avant le 5 septembre, à quitter l'appareil plâtré où sa jambe est emprisonnée. Elle est sortie peu d'instants après, recommandant à M. Stanley de ne point quitter sa chaise.

— Je ne puis, me dit le célèbre explorateur, poser le pied à terre, et durant mes vacances, cela m'a souvent gêné. Voici un mois que ce fâcheux accident m'est arrivé. Ce qui me consolait un peu, c'est que le temps en Suisse a été si mauvais que, de toute façon, je n'aurais pu faire grand-chose. Vous savez ce qui m'est arrivé : c'est pour un simple saut par-dessus un caillou moins haut que cette chaise. C'est assez triste pour un homme qui a mené une existence telle que la mienne. Il est vrai que je puis trouver dans le passé d'assez illustres exemples de pareille mésaventure. Brues s'est rompu le cou en conduisant une dame à sa voiture. Spéke, qui était un tireur hors ligne, et qui avait l'habitude de tirer le buffle avant de déjeuner, s'est tué par accident en tirant de petits oiseaux. Emin, qui a quatorze ans d'expérience des pays sauvages, a fait une chute au premier dîner civilisé auquel il a assisté à son retour et s'est fracturé le crâne.

Le 1^{er} août à l'étranger.

On nous écrit de Montréal (Canada), le 17 août :

La colonie suisse de Montréal a, elle aussi, célébré avec enthousiasme l'anniversaire six fois séculaire de la conclusion de la première alliance fédérale.

Un banquet a eu lieu sous la présidence de M. G. Schenk, lequel a tout d'abord donné la parole à M. Paul Gentil, président de la Société suisse, un des organisateurs de la fête, pour souhaiter la bienvenue à toute l'assistance et exposer les motifs de notre réunion.

Cet excellent discours fut suivi d'un chant patriotique, *Invocation à la patrie*, par MM. Gehret et Charrey.

Après ce chant, fort applaudi, la parole est donnée à M. D.-L. Rey, consul, pour le toast à la patrie, dont il s'est acquitté dans les termes les plus patriotiques.

Puis M. Ansermoz, chargé de l'exposé historique des origines de la Suisse et de son développement, nous a fait un récit bien préparé et écouté avec une attention soutenue.

M. Sauvalle, considéré comme le représentant de la colonie française, a parlé éloquemment de l'amitié traditionnelle des deux pays, et a retracé, avec une émotion bien justifiée, l'hospitalité que la Suisse, dans les grandes crises politiques et sociales traversées par la France, a accordée à tant de milliers de Français.

M. Ch. Bayard, représentant de la colonie belge, a succédé à M. Sauvalle et a demandé, en termes des mieux sentis, des relations plus étroites et plus fraternelles entre les deux Sociétés de bienfaisance. Il a terminé en faisant les vœux les plus sincères pour la prospérité de la Suisse et ses enfants à l'étranger.

Le tout entremêlé de beaux morceaux de chants patriotiques.

M. Schenk, dans un fort beau discours, a parlé de l'émigration suisse depuis 150 ans, en faisant ressortir les mérites et les états de service de plusieurs de nos concitoyens à l'étranger qui peuvent être considérés comme des gloires nationales. Ce sont ces exemples que M. Schenk a donné à la jeunesse suisse qui vient tenter fortune au Canada.

Il a terminé en portant un toast aux autorités fédérales et provinciales du Canada et à la prospérité de sa patrie d'adoption.

Était ?

Elle eut aussi le chagrin de voir partir le prêtre qui lui avait fait sa première communion ; à lui, elle osa parler ; bientôt, peut-être, elle lui eût ouvert son cœur, dit ses doutes et ses craintes ; sa destinée l'en sépara. Alors elle se trouva plus seule que jamais, seule avec sa *nouveau*, car sa mère, elle la craignait, et sa gouvernante, elle l'abhorrait. A la fin, son amour-propre s'était éveillée ; elle souffrait cruellement de ce qu'on appelait, hant devant elle, sa disgrâce morale, et, rebute, humiliée, elle eût contre le sort des révoltes épouvantables et contre le genre humain tout entier une haine terrible. Elle se refusa à parler, à sortir ; plus elle se renfermait dans sa farouche réserve, moins mademoiselle Plauset s'occupait d'elle, — elle ne lui adressait la parole que dans le cas de nécessité absolue et alors Régine, boudeuse, ne lui répondait pas toujours.

Elle en voulait aussi à son institutrice de mettre en relief, quand sa mère était là, son infériorité morale par mille soins exagérés ; à lui, semblait que mademoiselle allait ériant sur les toits qu'elle était folle, cela ne lui faisait pas seulement peur, cela lui faisait encore honte. La duchesse la froissait aussi par son attitude ; Régine s'irritait de voir qu'elle la tenait à l'écart, ne la consultait jamais, même pour ses affaires personnelles, et la traitait en inconsciente, quand, au fond d'elle-même, depuis deux ans peut-être, il lui semblait qu'elle n'était pas telle qu'on croyait : sa pensée lui apparaissait lucide et dégagée des ombres qui, jadis, l'embrouillaient ; sa mémoire était fidèle, sa compréhension vive. Elle ne voulait absolument rien faire avec mademoiselle Plauset, mais, toute seule, ou avec sa nourrice, elle prenait ses livres et essayait de travailler ; elle avait ainsi appris bien des choses.

Ce peu de savoir acquis la rendait glorieuse ; il lui semblait que les êtres privés de raison ne pouvaient arriver à ce résultat et cela la rassurait.

Elle avait été enfin possédée par l'idée de voir des folles de près, voulant savoir si elle se reconnaîtrait

L'assemblée s'est séparée après avoir passé une de ces soirées qui laissent de bons souvenirs.

Escoqueries espagnoles.

On nous écrit de Sion :

« Nombre de journaux ont déjà mis en garde le public contre les agissements d'un personnage qui mérite à un haut degré le titre de chevalier (d'industrie, bien entendu.) Il s'agit d'un sujet inconnu encore qui porte un nom espagnol, don Marquez, et qui, des bords du Tage ou du Manzanarès, cherche ses victimes sur les rives du Rhône.

Dimanche, plusieurs lettres arrivaient à Sion, venant de Madrid, à l'adresse de quelques notables de la capitale du Valais. Voici quelques fragments de celle qu'a reçue votre serviteur ; ils vous montreront que si ce filou d'un nouveau genre est audacieux, il est aussi d'une étrange naïveté.

« J'ai appris votre adresse par un paysan qui a été votre voisin et qui a eu l'obligeance de me donner votre adresse.

« Je suis un condamné politique, enfermé pour avoir suscité une insurrection et saisi par la police secrète au moment où je traversais votre pays. Mais préalablement j'avais eu soin de cacher ma fortune, un trésor de 600,000 francs, moitié or, moitié billets de banque, dans un endroit caché, non loin de votre ville.

« J'ai été une fois unique, remise aux soins d'une dame ; je les ai chargées de la mission d'aller en Suisse chercher le trésor que j'y ai caché, mais nos ressources sont épuisées et si vous consentiez à envoyer à l'adresse de la dame dont je vous donne plus loin l'adresse l'argent nécessaire à son voyage et à celui de ma fille, je vous donnerai en récompense la moitié de mon trésor, en vous priant de soigner le reste pour mon enfant, que vous placerez dans le pensionnat de votre ville, jusqu'à ce que les événements m'aient rendu la liberté et permis d'aller chercher ma fille et vous remercier.

« Ne parlez à personne de ce que je vous écris, etc.

Ces lignes, assurément, ne sont pas pour duper quelqu'un qui réfléchit et pourtant il y a des gens assez sots pour se laisser prendre à ce piège grossier.

Des plaintes vont être adressées à la police madrilène pour faire rechercher cet audacieux escroc, trop stupide pour être un chef d'insurrection et qui écrit trop bien le français pour être espagnol. Elles n'aboutiront probablement pas et, en attendant, il convient de mettre le public en garde (1).

NOUVELLES DES CANTONS

ZURICH. — L'aéronaute Spellerini poursuit ses exploits en ballon. Mercredi 27 août, à 1 heure du soir, il s'est élevé, ayant dans sa nacelle M. Fierz-Landis et M. Heer, instituteur. Le ballon est monté à 4400 mètres et a atterri à 5 heures du soir à Bietzenhofen, petit village du Wurtemberg.

BERNE. — Près de 2000 personnes ont assisté à la réunion annuelle de la Société évangélique.

— On étudie le transport électrique de 1000 chevaux de force, de l'embouchure de la Kander (lac de Thoune) à Berne.

— Les bains de Weissenbourg ont été vendus par M. Hauser à une société anonyme pour le prix de 1,600,000 francs. M. Hauser reste fermier de la société pour un prix annuel de 110,000 francs.

St-GALL. — A St-Gall, on se préoccupe du renchérissement des denrées pour l'hiver qui approche. Il s'agit de constituer une société de consommation qui, achetant en gros, puisse revendre les denrées alimentaires au prix le plus réduit possible.

CANTON DE VAUD

GRAND CONSEIL

Fin de la séance du 27 août.

M. FOSJALLAZ rapporte sur une pétition demandant une révision de la loi sur la chasse aux fins d'autoriser les chasseurs à tuer les moineaux, les étourneaux et les grives qui commettent des dégâts dans les récoltes. Actuellement, les propriétaires seuls de ces récoltes sont autorisés à tuer ces oiseaux.

Le rapporteur constate que la pétition va absolument à l'encontre de la loi fédérale sur la chasse, qui interdit de tuer les moineaux, les étourneaux et les grives. Néanmoins, en présence des dégâts que ces volatiles commettent dans les vignes au moment de la vendange, M. Fosjallaz pense qu'il est avec la loi des accommodements et qu'on pourrait, par exemple, autoriser les propriétaires à déléguer leurs pouvoirs à quelques chasseurs.

La pétition est renvoyée au Conseil d'Etat avec pressante recommandation.

Sur un rapport conforme de M. Paul JACQUOTTE, le Conseil d'Etat est autorisé à vendre, pour le prix de 10,020 fr., le petit domaine cantonal du Deven, à Bex. Il avait été question de l'utiliser pour une colonie pénitentiaire de femmes, mais il a été renoncé.

(1) Il y a plusieurs années déjà que le sieur don Marquez opère en Suisse. S'il continue, c'est évidemment qu'il y trouve son profit. Et pourtant, les avertissements n'ont pas manqué au public.

en elles. Un jour, à la campagne, sa nourrice, qui ne lui refusait rien, lui en amena secrètement une. C'était une pauvre insensée ; en voyant Régine, elle se mit à danser et à chanter. « Je ne suis pas ainsi », se dit la jeune fille et elle fut contente, mais il lui vint la pensée que cette innocente ne se rendait pas compte qu'elle faisait des choses extraordinaires et cela l'inquiéta ; n'en faisait-elle pas, elle aussi, sans s'en apercevoir ?

Alors commença pour elle une torture morale à laquelle bien des esprits sains n'auraient pas résisté. Était-elle folle ? ne l'était-elle pas ? Les heures se passaient devant cette éternelle question qui, sans cesse présente à sa mémoire, lui fit analyser tous ses sentiments, tous ses actes, toutes ses idées. Elle disséqua elle-même son être moral pour en trouver le mal caché et, un jour rassurée, un jour alarmée, suivant les symptômes qu'elle croyait découvrir en son sens ou l'autre, elle eut des moments de doute et de découragement qui usaient sa vie.

Il y avait presque un an que durait cet état de choses lorsque le voyage du Tréport fut décidé. Ce changement fit du bien à Régine, la sortant un peu d'elle-même ; puis les circonstances l'ayant rapprochée de sa mère et celle-ci ayant paru trouver en elle un heureux changement, la confiance revint en son âme l'emportant sur les antérieurs sentiments. Georges, alors, avait paru et, le premier, l'avait traitée « comme tout le monde ».

— Oh ! s'écria-t-elle en finissant son long récit, si vous saviez le bien que vous m'avez fait avec votre « bonjour, mademoiselle ! » Vous ne me considérez pas comme une insensée, vous ! Dès cette heure, j'ai repris courage, j'ai voulu essayer d'être comme une autre, ou au moins de le paraître, j'y ai donc réussi puisque, ici même, vous me disiez, il n'y a pas cinq minutes, que je n'étais pas folle. Ah ! cousin Georges, si c'est vrai, bien vrai, dites-le-moi encore une fois, par grâce ! Si vous saviez dans quel abîme noir je me débats depuis des années !

La surprise laissait Georges muet : ce n'était pas

connu absolument impropre à cet usage. Depuis longtemps il ne rapporte rien, ou presque rien.

M. Murer recommande l'adoption d'un projet de décret accordant au département des travaux publics un crédit supplémentaire de 16,400 francs sur le budget de 1891, comme avance à l'entreprise de la correction du Flon lausannois et de ses affluents.

Le vote immédiat de la portion de la Louve comprise entre la place du Tunnel et la route des abattoirs, vers la buanderie Blanc, a été reconnu nécessaire, vu les glissements de terrains qui se sont produits sur la rive droite. Mais comme l'entreprise fluviale du Flon n'est pas encore constituée, financièrement parlant, l'Etat et la commune de Lausanne, feront, par moitié, l'avance des frais de voteage. Le travail commencera cet automne. — Adopté.

M. THELIN rapporte sur deux pétitions relatives aux routes.

La première est d'un citoyen Treyvaud, de Montet, qui proteste contre l'expropriation d'une partie de sa propriété pour la construction de la nouvelle route de Vallamand à Cudrefin. Elle est écartée comme tardive et mal adressée : il s'agit d'une route communale, par les communes et dans laquelle l'Etat n'a rien à voir.

La seconde, signée par les municipalités d'un certain nombre de communes du pied du Jura, demande une correction de la route de Cuarnens à Moiry. Elle est renvoyée au Conseil d'Etat avec recommandation.

La loi sur le colportage et la loi sur la taxe annuelle des bâtiments sont adoptées en second débat, puis la séance est levée à midi.

Séance du 28 août.

On discute l'observation individuelle de M. Vincent sur la perception des amendes scolaires.

Le Conseil d'Etat annonce qu'un nouvel arrêté va être rendu, modifiant le système actuel.

M. VINCENT est heureux de fournir au Conseil d'Etat l'occasion de s'expliquer sur cet objet. La nouvelle loi scolaire n'a eu pour effet d'améliorer la fréquentation des écoles que grâce à un système très dur et très onéreux pour les parents.

M. RUFFY, conseiller d'Etat, renseigne le Grand Conseil sur le système qui a été si vivement critiqué dans ces derniers temps. Les amendes ne sont pas plus considérables, en elles-mêmes, que sous l'ancien régime. Mais la perception en est, en effet, trop onéreuse. Dans quelques semaines le mode de faire actuel sera changé. Aujourd'hui, pour une première amende de 20 centimes il y a fr. 1.15 de frais. C'est évidemment trop. L'arrêté nouveau réduira ce chiffre de moitié.

M. RUFFY constate du reste que le système de répression des absences a eu d'excellents effets. Dans certaines communes les absences ont diminué dans une très forte proportion.

mion. On le lui reprocherait comme un acte de pression administrative. Nous ne pouvons pas transporter à Lausanne des débats fédéraux. Ce serait infirmer la liberté de la députation vaudoise et revenir au mandat impératif. M. Jordan ne peut admettre l'observation de M. de Meuron que dans un sens très restreint; le rapport ne parlera que des questions tranchées.

M. de Meuron insiste sur le fait que le rapport est imposé au Conseil d'Etat par la constitution; le Conseil d'Etat doit se conformer à la constitution et non pas, comme l'ont dit MM. Decoppet et Jordan-Martin, « déléguer aux désirs du Grand Conseil ». En outre, l'interprétation de M. Jordan-Martin sur la teneur du rapport est inadmissible. Le rapport doit permettre au Grand Conseil d'exprimer des vœux et de donner son opinion sur des questions qui ne sont plus de son ressort. C'est là le sens de l'art. 52. Il ne s'agit pas d'enregistrer purement et simplement ce qui est fait. Le Conseil d'Etat lui-même n'a jamais admis l'interprétation de M. Jordan-Martin. Constantement, il a nanti le Grand Conseil de questions encore pendantes à Berne.

M. le président constate que le Conseil d'Etat acceptant l'observation de M. de Meuron, il n'y a pas lieu de voter.

M. de Meuron s'incline. « J'accepte l'acceptation », dit-il.

M. Ruffy, chef du département de l'instruction publique, a fourni quelques explications à propos du vœu formulé par M. le Dr Heer, rapporteur général de la commission de gestion, en faveur de l'ajournement de la construction des bâtiments universitaires.

Il a déclaré que le Conseil d'Etat vient de recevoir les études définitives de M. André, architecte à Lyon. Les plans vont être soumis au conseil communal de Lausanne et au Grand Conseil, probablement dans la session de novembre.

M. Ruffy accepte le vœu formulé par la commission de gestion en tant qu'il signifie un simple ajournement d'un an, un an et demi ou deux ans au maximum.

Mais le Conseil d'Etat entend que la convention de Rumine reste intacte. La commune de Lausanne reste liée par les délais de construction qui y sont fixés et devra s'exécuter quand l'administration cantonale l'en requerra.

C'est dans ce sens que la réponse du Conseil d'Etat a été admise.

Le Grand Conseil a entendu ensuite la réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation de M. Boiceau à propos de l'influence probable du rachat du Central suisse sur les intérêts ferrugineux du canton de Vaud et spécialement sur l'entreprise du Simplon.

M. Jordan-Martin a répondu en substance que la députation vaudoise avait eu pouvoir voter le rachat de 50,000 actions du Central parce que cette opération devait avoir pour résultat la fusion à bref délai de cette compagnie à celle du Jura-Simplon.

De la sorte, le réseau suisse ayant intérêt au paiement du Simplon ne faisait que s'étendre au bénéfice de cette entreprise.

L'achat complet du Central par la Confédération, au contraire, a pour suite inévitable la nationalisation complète des chemins de fer, à laquelle la députation vaudoise n'a pas eu pouvoir donner les mains aussi longtemps que les engagements pris à l'égard du Simplon ne sont pas réalisés.

Si la nationalisation des chemins de fer s'effectuait, le sort du Simplon serait entre les mains de l'Assemblée fédérale, dont il serait imprudent de préjuger le vote.

M. CERESOLE a répondu à l'exposé du Conseil d'Etat qu'il peut avoir toute confiance dans la Confédération, en ce qui touche le Simplon. La subvention fédérale de quatre millions et demi, votée en faveur de cette entreprise, est à peu près la seule qui reste debout et sur laquelle on puisse en tout état de cause compter. La distinction faite par le Conseil d'Etat à cet égard entre l'achat des 50,000 actions et le rachat complet du Central ne repose sur rien. Dans l'un comme dans l'autre cas, la Confédération aurait à l'affaire du Simplon. Et, comme M. Ceresole a confiance dans la parole donnée et dans les assurances répétées du Conseil fédéral, il votera en faveur du rachat du Central.

Personne n'a répondu à M. Ceresole. Nous reviendrons demain sur cette importante discussion.

Landwehr. — Le département militaire nous prie de rappeler aux soldats entrant en service mardi que ceux d'entre eux qui ont l'intention de demander une dispense pour cause de maladie doivent se présenter la veille de l'entrée au service de la troupe, soit le 31 août à 10 heures du matin, au lieu de réunion de leur bataillon, à Lausanne (Beaulieu pour les bataillons n° 7 et 8, et à la Pontaise pour le bataillon n° 9).

Les malades qui se présenteront le lendemain seront punis.

CORRESPONDANCE

En réponse à une dépêche de Genève que nous avons publiée hier, M. Vuichoud, syndic du Châtelard, nous télégraphie comme suit :

PREDICATIONS A LAUSANNE

Dimanche 30 août.

CITÉ : 9 h., sermon, M. de Perrot, pasteur, à Morges. ST-LAURENT : 9 h., sermon, M. Secretan. ST-FRANÇOIS : 9 h., sermon, M. Pettavel. — 11 1/2 h., école du dimanche. — 2 h., service de baptêmes, M. Pettavel.

OUCHY : 9 h., sermon, M. de Loës.

CHAILLY : 4 h., culte, M. De Loës.

ASILE DES AVEUGLES : 9 3/4 h., sermon, M. Th. Secretan, directeur.

DEUTSCHE NATIONALKIRCHE (Mercredi) : 9 Uhr, Predigt: Pfarrer Linder. — 11 Uhr: Taufen.

EGLISE CATHOLIQUE : 6 1/2 h., 1^{re} messe, — 8 h., 2^{de} messe, sermon allemand. — 9 1/2 h., office, sermon français. — 2 h., vêpres, catéchisme.

CHAPELLE DE LA CROIX-DOUCHY : 8 1/2 h., messe, instruction.

TERREAUX : 9 1/2 h. du matin, M. Ch. Châtelan, ministre. — Mercredi 2 septembre, à 8 h., du soir, réunion de prières.

MARTHERAY : 10 h. du matin, M. Schroeder. — 8 h. du soir, M. Schroeder.

VALENTIN : à 9 1/2 h. du matin, M. Cornforth. — à 10 3/4 h., école du dimanche. — à 8 h. du soir, M. Cornforth. — Lundi 31 août, à 8 h. du soir, réunion de prières. — Jeudi 3 septembre, à 8 h. du soir, réunion de prières pour l'école du dimanche.

DEUTSCHE EVANGELISCHE KIRCHE : Martharay, 8 1/2 Uhr, Morgens: Predigt: Pfarrer Mojon. — Salle du Pont, 11 Uhr: Sonntagsschule.

Inauguration de l'Université.

Les articles de la Gazette de Lausanne rendant compte des fêtes d'inauguration de l'Université de Lausanne, ont été réunis en une brochure de 128 pages, qui est en vente, au prix de 1 franc, chez notre imprimeur, M. Lucien Vincent, chez tous les libraires et dans les kiosques.

Montreux, 28 août, 9 1/2 h.

J'ignore qui a pu vous adresser la dépêche datée de Genève, signalant les mauvais traitements qu'aurait subis une dame anglaise à Montreux.

La municipalité du Châtelard a reçu de ses agents un rapport sur les faits auxquels vous faites allusion.

Elle croit que votre correspondant a été inexactement renseigné. En tout cas, elle s'occupe d'éclaircir cette regrettable affaire, et de rechercher les responsabilités.

Il n'est point nécessaire que la presse soit nantie de cette question pour que l'autorité locale prenne d'office les mesures que lui dicteront ses devoirs et ses traditions d'hospitalité vis-à-vis de la colonie étrangère, tout en sauvegardant les exigences de l'ordre public.

Vuichoud, syndic.

Chronique militaire.

Le rassemblement de troupes.

Voici le texte de l'ordre n° 3 émis par le directeur des manœuvres pour le rassemblement de troupes de 1891 :

1. MM. les officiers étrangers ci-après suivront les manœuvres en mission officielle :

Allemagne : M. le major à l'état-major général von Bernhardt, attaché militaire auprès de la légation d'Allemagne à Berne.

Angleterre : M. le colonel Talbot, C. B., attaché militaire auprès de la légation d'Angleterre, à Bruxelles.

France : M. le général de brigade Zédé, commandant de la brigade régionale d'infanterie de Lyon ;

M. le lieutenant-colonel marquis d'Heilly, attaché militaire auprès de l'ambassade de France à Berne ;

M. le lieutenant d'infanterie Rousseau, secrétaire de l'ambassade de France à Berne.

Italie : M. le lieutenant-colonel chevalier Massone, attaché militaire auprès des légations d'Italie à Paris et à Berne ;

M. le major chevalier Alexandre Panizzardi.

Roumanie : M. le général Constantin Budisteano, commandant de la 3^{me} division d'infanterie de l'armée roumaine.

Russie : M. le colonel d'état-major de Bertels, attaché militaire à la légation de Russie à Berne.

M. Goltzoff, capitaine à l'état-major général, accompagnera MM. les officiers étrangers.

Les honneurs dus à leur grade leur seront rendus. Ils sont recommandés au bon accueil et à la courtoisie de tous ceux qui participent aux manœuvres.

2. Outre les juges de camp désignés dans l'ordre n° 1, le département militaire a nommé comme tel M. le colonel d'infanterie Jean Isler, qui a comme adjoint le major de cavalerie Schoop.

3. M. le colonel Grieh, qui avait été désigné pour commander temporairement la XIII^e brigade d'infanterie les 8 et 9 septembre, en a été dispensé. M. le colonel d'infanterie Benz commandera cette brigade le 9 septembre seulement.

4. La brigade de landwehr recevra pendant les manœuvres de division trois distributions de subsistances extraordinaires égales à celles de l'élite.

5. M. le lieutenant-colonel Stäger, directeur de la poste de campagne et M. le lieutenant-colonel Knoch, directeur du télégraphe de campagne, suivront en cette qualité les manœuvres de division des 7, 8 et 9 septembre.

Lausanne, le 28 août 1891.

Le colonel-divisionnaire directeur des manœuvres,

P. CERESOLE.

Mardi dernier, 25 août, les vingt-six bataillons d'infanterie des VI^e et VII^e divisions sont entrés au service.

Les treize bataillons de la VI^e division se sont réunis, sept à Zurich, six à Winterthur.

Les journaux constatent la rapidité avec laquelle la mobilisation a été faite et l'ordre qui y a présidé :

L'heure du rassemblement était 9 heures. A Zurich on se réunissait dans la grande cour de la caserne d'Aussersihl.

Quatre heures après, l'organisation du personnel était terminée et tous les bataillons avaient touché leur matériel de corps.

A 1 h. 45, le premier bataillon s'embarquait à la gare, pour Andelfingen et Stammheim, avec armes et bagages.

A 4 h. 20, le septième bataillon était en wagon. Et à 5 heures, un bataillon de Schaffhouse (61^{er}) arrivait à Zurich et prenait le chemin de la caserne.

Voilà donc une mobilisation, partielle il est vrai, mais importante pourtant, opérée sans bavure et avec une rapidité difficile à dépasser. La gare de Zurich et la compagnie du Nord-Est avaient très bien pris leurs mesures.

Pendant le rassemblement de troupes, on fera, pour la première fois, l'essai d'une gendarmerie de campagne ou d'armée. Quarante gendarmes zurichois, sous les ordres de M. le capitaine Fischer, fonctionneront comme gendarmes d'armée et feront la police des routes, des cantonnements et des champs de manœuvres.

(1) La société des « Amis de la liberté » qui songeait à imiter, à Lausanne, les extravagances des clubs révolutionnaires de Paris et avait installé ses séances dans le temple de St-Laurent Pichard la soupçonne d'alarmer intentionnellement les pays.

neuve. Ils veilleront à la sûreté générale, au danger d'incendie, à la consommation des eaux potables, à la police des auberges, à la vente des denrées alimentaires, etc. Ils empêcheront enfin le public de gêner les manœuvres.

La gendarmerie de campagne est placée sous les ordres des divisionnaires; elle portera un brassard blanc; elle sera cantonnée par les communes au même titre que les troupes.

VARIÉTÉS

Il y a cent ans.

L'heure est propice aux souvenirs historiques. Nous venons de célébrer, à Schwytz, le sixième centenaire de la Confédération et à Berne les réjouissances commémoratives de la fondation de la ville fédérale par Berthold de Zahringen.

C'est encore sous l'impression de ces fêtes solennelles que nous recevons le Journal du professeur Pichard sur la révolution helvétique que publie M. Mottaz, instituteur à Yverdon.

Nous en détachons quelques pages. Elles se rapportent aux premiers jours de notre indépendance vaudoise. Les armées françaises ont envahi le pays et occupé Berne. Le « canton du Léman » a proclamé son indépendance et installé ses premières autorités. Mais on est inquiet dans le pays. Les généraux français prennent des allures de conquérants et on se demande si leur bel amour pour la liberté des Vaudois ne masque pas des velléités annexionnistes.

Laissons la parole au journal du professeur Pichard :

7 avril 1798. Les administrateurs, ou du moins ceux qu'ils employent et à qui ils peuvent dire leur pensée, manifestent des craintes parce qu'on a des raisons de croire que le sort du Pays de Vaud n'est pas décidé et qu'il est encore question de le réunir à la France. Ce qui semblerait confirmer ces craintes, c'est la situation précaire de Genève. Pour engager les Genevois à se donner volontairement à la France, il est question de faire de leur ville le chef-lieu d'un département qui s'étendrait dans le Pays de Vaud jusqu'à l'Aubonne. On croit généralement que cet arrangement aura lieu.

1^{er} mai. F.-C. de la Harpe a annoncé à la Chambre administrative qu'il n'était point vrai que le Directeur français eût l'intention de réunir une partie du Pays de Vaud à Genève. Il serait au contraire décidé à céder Céligny.

6 juin. On dit que l'agent de France à Genève, Desportes, doit venir demeurer à Lausanne. On craint cela, d'autant plus que quelques-uns de ceux qui étaient les plus zélés partisans de la révolution sont mécontents de ce qu'elle ne s'est pas opérée au gré de leurs desirs, et profèrent des menaces contre ceux qui les ont trompés. On prétend que Desportes a dit qu'il était harcelé par les demandes qui lui sont faites depuis ce pays, de prononcer sa réunion à la France.

9 juin. Le mécontentement est général. Il se manifeste par les plaintes que l'on fait sur le présent et par les craintes que l'on témoigne ouvertement pour l'avenir. Les plus zélés partisans de la république disent eux-mêmes qu'ils ont été trompés. Ils se plaignent et murmurent. Les citoyens François et Raymond, les membres les plus actifs du Club de Saint-Laurent, (1) sont les seuls qui pronent encore les avantages de la révolution. Le premier la vante dans ses discours, qu'il fait ensuite imprimer, et l'autre dans les articles qu'il insère son journal, le *Régénérateur*. On croit que ces deux hommes ne sont que des instruments que quelque main habile, qui se cache, fait agir.

Ce mécontentement est causé par l'obligation de loger les troupes, par les violences commises par quelques soldats français, par la rareté du numéraire, par ce que des papiers annoncent des difficultés et des embarras que le Directeur et le corps législatif ont à surmonter, et surtout, enfin, par les nouvelles vraies ou fausses que quelques personnes se plaisent à répandre. On continue à dire que le citoyen Desportes doit venir résider à Lausanne, qu'il s'y achèvera avec Mangourit, qu'il sera question de réunir notre canton à la France. Pour y arriver, on favorisera, on excitera les perturbateurs du repos public et enfin on nous forcera à demander notre réunion à la France. On dit, d'autre part, et les papiers-nouvelles annoncent déjà, qu'il se forme une coalition entre l'Autriche, la Prusse et la Russie, que l'Autriche fait déjà avancer des troupes du côté de l'Italie et du Tyrol, qu'elle profitera du mécontentement qui règne en Suisse et que notre pays deviendra le théâtre de la guerre.

(1) La société des « Amis de la liberté » qui songeait à imiter, à Lausanne, les extravagances des clubs révolutionnaires de Paris et avait installé ses séances dans le temple de St-Laurent Pichard la soupçonne d'alarmer intentionnellement les pays.

10 juin. On paraît un peu rassuré sur les craintes qu'on avait la veille et les jours précédents. Il ne se confirme pas que Desportes vienne résider à Lausanne; il doit au contraire partir pour Paris. Les nouvelles apportées d'Aarau par un membre du Grand Conseil, le citoyen Carrard, apprennent d'autre part qu'il n'y est nullement question et qu'on n'a aucune raison de craindre la réunion d'une partie de la Suisse à la France.

11 juin. Il n'est rien de plus incertain et de plus contradictoire que les nouvelles qui sont répandues on ne sait par qui, depuis quelques jours, et que chacun fait circuler comme si on y croyait. Elles sont vraisemblablement inventées à plaisir ou dans quelque vue secrète, pour alarmer les citoyens et peut-être pour favoriser quelque projet sinistre. On continue à dire qu'il est vraisemblable et même à peu près sûr que ce pays va être réuni à la France, que l'on va former un camp de douze mille hommes à Perroy et que, lorsque les Français seront en force, ils manifesteront leur volonté. Ce qui rend ces nouvelles plus suspectes et peut-être d'autant plus alarmantes, c'est que ceux qui contribuent le plus à les répandre et qui affectent d'en être le plus effrayés, sont précisément ceux qui, au commencement, se sont montrés les plus ardents partisans de la révolution et qui y ont pris le plus de part. On ne peut s'empêcher de se demander s'ils n'ont point en vue de sonder les esprits et s'ils ne cherchent point à inspirer des craintes et de la terreur pour en profiter ensuite.

15 juin. Le Bulletin officiel contient une lettre du Directoire helvétique, datée du 13 courant et adressée aux habitants du canton Léman. Elle a pour but de dissiper leurs alarmes sur un prétendu projet du gouvernement français, de détacher le ci-devant Pays de Vaud pour l'incorporer à la France. Il fonde les assurances qu'il donne du contraire sur les déclarations formelles et souvent répétées du gouvernement français de conserver la république helvétique dans son intégrité et telle qu'elle est organisée par la constitution. « On veut vous persuader que, parce qu'il y a peut-être, il veut tout ce qu'il peut. Non, citoyens, il n'y a que des détracteurs de la générosité du premier peuple du monde qui cherchent à vous inspirer de telles alarmes; c'est parce qu'il peut tout qu'il ne voudra que ce qui est juste. Il vous a promis de vous rendre heureux; vous vous êtes montrés dignes du bonheur qu'il vous promettait. De son avenu, vous placez ce bonheur dans l'espérance de vivre libres et de mourir Suisses. Vous vous serez remplis. Nous vous le promettons au nom de la loyauté française. »

La lettre du Directoire produisit l'effet désiré : pendant plusieurs mois, il ne fut plus question d'une annexion à la France, mais après la dissolution de la société des Amis de la liberté et l'arrestation de Raymond, son orateur le plus fougueux, c'est-à-dire pendant le mois de septembre, des bruits inquiétants commencèrent de nouveau à se répandre.

23 septembre. Si l'on doit en croire les alarmes que manifestent plusieurs personnes, il est plus que jamais question de la réunion de ce canton à la France. Elles disent s'apercevoir, ou même elles annoncent qu'on sait de bonne part, que les clubistes de St-Laurent entretiennent, sur cet objet, une correspondance très active avec des Genevois ou même avec des agents du gouvernement de France et surtout Desportes. On dit, par exemple, que Glaise, les deux Delisle, Duvoisin le fabricant et Gallay, sont partis pour aller conférer à Genève, de cette question, avec ceux qui les emploient. Ce qui est certain, c'est que, depuis quelques jours, plusieurs individus affectent de parler de l'annexion à la France comme la craignant ou comme la croyant nécessaire.

5 octobre. Le citoyen Bégou, ministre des relations extérieures, depuis deux jours à Lausanne, est logé à la Couronne et a une sentinelle à sa porte. On observe malignement qu'il a paru plusieurs fois, se promenant ou allant à ses affaires, dans son costume, suivi d'un laquais et donnant le bras au préfet Polier. Il a d'ailleurs aujourd'hui chez ce dernier avec les administrateurs. Quelques-uns disent qu'il a une mission secrète; qu'il est chargé, par exemple, de prendre des informations au sujet du bruit qui s'est répandu que quelques-uns de nos agitateurs conspiraient avec Desportes et avec des émissaires genevois pour réunir le canton du Léman à la France. On dit que Bégou est allé à Genève et que c'est à son retour qu'il s'est arrêté à Lausanne.

16 novembre. Quarante pétitions des districts de Morges, Aubonne, Rolle et Yvonand au Grand Conseil que des malveillants parcourent ces contrées et font courir le bruit que quelques districts seront échangés avec la France. Les pétitionnaires demandent que le corps législatif reconnaisse formellement le principe de l'intégrité du territoire helvétique et qu'il déclare non moins formellement que, ni les habitants ni le sol de l'Helvétie ne pourront être échangés. L'Assemblée décrète aussitôt le principe par acclamation et renvoie à une commission le soin de rédiger une réponse aux pétitionnaires.

20 novembre. Les Conseils ont adopté, en réponse aux adresses de quatre-vingt-cinq communes vaudoises sur la question de l'annexion, un décret qui déclare ces bruits calomnieux et répandus par des malveillants.

Ces alarmes furent plus vives encore lorsque les Autrichiens et les Russes envahirent à leur tour la Suisse sous l'archiduc Charles et Korsakoff et firent de notre pays le champ de bataille de l'Europe. Le Directoire helvétique dut lever les 18,000 hommes qu'imposait à la Suisse le traité d'alliance offensive et défensive conclu avec la France.

Dans le canton du Léman, ce fut, dès les premières semaines de 1799, un continué passage de troupes françaises :

19 janvier 1799. On travaille à préparer le collège où seront casernés deux bataillons de troupes françaises qui doivent arriver du Valais pour être en garnison à Lausanne.

24 janvier. Le nombre des soldats qui doivent être casernés à Lausanne sera de mille quatre cents. La Chambre administrative a obtenu que ces troupes seraient casernées et non logées chez les particuliers, comme le voulaient les commissaires. On prépare encore dans le même but le temple de St-Laurent, le magasin de bois au Chemin-Neuf et le grenier des pauvres en St-Jean.

25 janvier. On loge au Collège les conscrits français arrivés le 22. Plusieurs de ces soldats sont atteints de la gale, on les envoie à l'hôpital.

7 février. Le nombre des soldats français à Lausanne — il en arrive chaque jour — est maintenant d'environ mille six cents. On les loge chez les particuliers. Leurs officiers persistent à ne pas vouloir se servir des casernes parce que les troupes n'ayant pas de vivres, ils veulent les faire nourrir par les habitants. Masséna a décidé que dans les localités où il y a un commandant de place français et un suisse, le second doit être subordonné au premier. Il y a beaucoup de tiraillements à cause de cela. Les autorités vaudoises doivent avoir envoyé un courrier à Lucerne.

18 février. On continue à faire, dans la maison de commune, la conscription militaire. Wasserfall préside à cette opération comme commandant de place. Hier, le proposant Paschoud a été inscrit quoiqu'il fût pourvu d'une déclaration du recteur de l'Académie.

25 mars. Il y a eu musique et collation pendant tout le jour dans la salle du Deux-Cents. On y aurait ainsi des recues pour les dix-huit mille auxiliaires. Un drapeau tricolore était suspendu à une des fenêtres. Des officiers, suivis ou précédés d'un tambour, caressaient et sollicitaient les jeunes gens qui étaient venus en ville.

26 mars. Le Préfet national annonce au Directoire que le Léman a déjà fourni la moitié de son contingent pour les auxiliaires.

10 mars. Le Préfet national a reçu un courrier extraordinaire du Directoire. Il était porteur d'un billet que le jeune Laurent, employé dans les bureaux du ministère des relations extérieures, envoyait à son père qui est régent de l'hôpital. Ce billet apprend que les Français ont passé le Rhin sur plusieurs points, qu'ils sont maîtres de la moitié du pays des Grisons, qu'ils sont entrés à Constance et que les Autrichiens fuient à toutes jambes.

12 mars. Le Bulletin officiel contient des nouvelles dont le Préfet a reçu la confirmation par un courrier extraordinaire. Les Français ont remporté dans les Grisons, sous la direction de Masséna et Oudinot, des succès importants sur les Autrichiens. Le Préfet a fait imprimer et distribuer ces nouvelles. A onze heures, elles ont été publiées au son de la caisse. Après midi, il a fait donner des ordres pour que la ville fût illuminée des sept heures du soir. Après six heures, on a tiré plusieurs coups de canon. A sept heures, la ville a été illuminée par les chandeliers et les lampions que chacun a mis sur ses fenêtres. A huit heures, il s'est fait dans toute la ville une procession dont faisait partie le Préfet, la Chambre administrative et les soldats vaudois et français. Une musique nombreuse donnait la cadence.

16 mars. Le Préfet national adresse à ses concitoyens une proclamation pour les exhorter à montrer leur patriotisme, en leur annonçant qu'il ouvre une souscription chez chaque sous-préfet, dont le produit sera employé à faciliter le recrutement des auxiliaires et à payer les dix mille cinq cents hommes que le Léman doit fournir pour la troupe d'élite. La souscription sera ouverte du 20 au 30 de ce mois.

Le Journal du professeur Pichard est très vivant. On en peut juger par les quelques pages qu'on vient de lire. La publication qu'en fait M. Mottaz ajoutera une source précieuse à l'histoire des premiers jours de notre indépendance.

DÉPÊCHES

Berlin, 28 août. — La légation chilienne à Berlin annonce, sur la foi d'un télégramme officiel, la victoire complète des troupes du président Balmaceda. Les « rebelles », pris entre deux feux, n'ont pu ni s'échapper, ni se rembarquer; toute leur armée s'est rendue à discrétion.

Vienne, 28 août. — Demain paraîtra une brochure qui, exposant la situation actuelle, justifiera les demandes de crédit supplémentaires de 16 et 18 millions de florins faites par le ministre de la guerre.

Périgueux, 28 août. — Le préfet de la Dordogne offrira le 12 septembre un déjeuner en l'honneur du général Oubroutcheff.

Paris, 28 août. — L'agent officieux des congressistes chiliens dément la victoire des balmacedistes et communique des dépêches d'Alquieta et de Buenos-Ayres annonçant que Balmaceda a été battu.

New-York, 28 août. — Un train a été précipité dans la rivière Catawba (?), dans la Caroline du Nord, d'une hauteur de 80 pieds. 36 cadavres ont été retirés. Nombreux blessés.

Chamounix, 28 août. — L'équipe qui était partie pour le Petit-Plateau à la recherche des victimes de l'accident du 21 août est rentrée à Chamounix avec les cadavres du touriste Rothe et du guide Simond. Les recherches ont été extrêmement pénibles.

Ed. FERR, éditeur.

Départ fixe!

M. Schlosser, pédiatre-spécialiste, fixe son départ de Lausanne pour mercredi soir 2 septembre, et c'est sa dernière visite ici, car il se retire de sa profession. Nous engageons les personnes qui souffrent des pieds, et désirant se guérir sans aucune douleur, d'aller le voir avant son départ, à l'hôtel du Faucon, Lausanne. 4616

Observations météorologiques

DE LA STATION CENTRALE D'ESSAIS VITICOLES

Champ-de-Fleur : A 7 h. m., 1 h. et 9 h. s. — Alt. 555 m.; Long. : 6°35' E.; Lat. : 46°31' N. — Barom. : 713; Therm. : 9°6; Haut. d'eau : 1 m.03.

Août moyen : Baromètre 713.6 Thermomètre 47.9.

Pluie 103 mm.

Août 22 23 24 25 26 27 28

Baromètre réduit à 0°.

Thermomètre réduit à 0°.

Thermomètre réduit à 0°.

Thermomètre réduit à 0°.

Thermomètre réduit à 0°.

Thermomètre réduit à 0°.

Thermomètre réduit à 0°.

Thermomètre réduit à 0°.

Thermomètre réduit à 0°.

Thermomètre réduit à 0°.

Thermomètre réduit à 0°.

Thermomètre réduit à 0°.

Thermomètre réduit à 0°.

Thermomètre réduit à 0°.

Bourse de Paris du 27 août 1891.

Docteur JULLERAT

1, rue Beau-Séjour, de retour.
Affections des oreilles et
du larynx. Consultations de
midi à 2 1/2 h., tous les jours
sauf jeudi. 4327

Docteur M. BOURCART

chirurgien-accoucheur,
Molard, 15, Genève.

4300. Traitement des mala-
dies des femmes par la méthode
sueñoise de Thure-Brandt.
Consultations de 10 à 12 heures,
jeudi excepté.

Poli-clinique publique, mercredi
et samedi de 5 à 7 heures.

TELEPHONE

OUCHY

Vendredi 28 août 1891.

Soirée Vénitienne

BRILLANT FEU D'ARTIFICE

Tableau final:

LE MAJOR DAVEL

avec écussons et inscriptions,
pièce à grand effet, de 10 mètres
de haut, accompagnée de volants
détonants, bruits de guerre et cou-
ronnée de 300 fusées volantes,
multicolores et à détonation.

Illumination de la rade.

Entrée 50 cent.

Jardin de Beau-Rivage, 1 fr.

Places assises, 1 fr. 4399

CLASSES DE PIANO

Leçons particulières.

4601. Mlle Lydia Secretan,
Chemin Vinet 20, Lausanne, re-
prendra ses leçons à partir du
1^{er} septembre.

M. Edouard Friederichs

Professeur de piano

rue St-Roch n° 18 4620

recommencera ses leçons
dès le 1^{er} septembre. n°6784x

Librairie H. Tremblay

Corraterie 4, Genève.

FLORE DES ALPES

de la Suisse et de la Savoie, par
le Dr L. Bouvier, 1 fort volume
in-12, broché 12 fr., relié 13 fr.

Cité de la Flore des Alpes
pour la détermination exclusive
des espèces, par le Dr L. Bouvier,
1 vol. 12, br. 4 fr.

Les Fougères

des environs du Mont-Blanc, par
V. Payot, in-12, br. 1 fr.

LES MUSCINÉES

des Alpes pennines, par V. Payot,
in-12, br. 2 fr.

Promenades botaniques

2768. Itinéraire du jeune botaniste
dans le canton de Genève et les
contrées voisines, in-18, b. 1 fr.

L'ESTAPETTE

est en vente

A LAUSANNE

Kiosque de St-François.

Kiosque de la Palud.

Bibliothèque de la Gare.

M. Bassin, mag. de ta-
bac, Grand-Pont.

Mme Ammann, mag. lit-
téraire, r. Haldimand.

M. Krieg, papeterie, place
Pépinet.

A AIGLE

Librairie Deladoey.

A AUBONNE

Bazar J. Graner.

A ECHALLENS

Librairie F. Despont.

A MORGES

M. Staub-Kuhn.

A MOUDON

Librairie Benoit.

A NYON

M. Goussier, papeterie.

A OUCHY

Kiosque.

A PAYERNE

F. Gachet-Grivaz.

A VEVEY

M. Holl-Broyon, rue de
Lausanne.

MM. Lertischer & fils,
rue du Lac. 219

Librairie Jacot-Guillarmod.

A VERNEX-MONTREUX

M. Assenmacher.

Le numéro 5 centimes.

HOTEL-PENSION BELLEVUE

Fribourg (Suisse)

à 5 minutes du grand pont suspen-
du. Situation magnifique. Bon
air. Séjour agréable pour familles.
Cuisine soignée. Bonne tenue.

Pension depuis 5 fr. n°817-3651

L. Baldebeck, propr.

Une jeune demoiselle

[4394] désirant se perfectionner
dans l'allemand trouverait pour
le 1^{er} octobre un accueil très affec-
tueux dans la famille d'un pas-
teur, en Bavière. CHAMBRE &
PENSION gratuites contre
deux leçons par jour.

Adresse: Decon Reden-
bacher, à Pappenheim, Bavière.

Première maison suisse

D'EXPORTATION

Centralhof, Zurich

LIQUIDATION COMPLETE DE TISSUS

Afin de vider nos immenses magasins, nous avons baissé extraordinairement les prix de tous nos articles, et nous nous permettons d'en indiquer quelques-uns ci-après:

	Prix par 1/2 aune.	Par mètre.
Melton-Foulé, double largeur, qualité solide.....	à Fr. 0 39	Fr. 0 65
Drap anglais.....	» 0 45	» 0 75
Carreaux et Noppé-Rayé, double largeur, bonne qualité.....	» 0 75	» 1 25
Drap de dames, double largeur, en qualités excellentes.....	» 0 75	» 1 25
Foulé, Rayé et Carreaux, double largeur, pure laine.....	» 0 85	» 1 45
Lawn-Tennis, Rayé et Carreaux, double largeur, pure laine.....	» 0 63	» 1 05
Cachemires, Mérinos et Nouveautés, double largeur, pure laine.....	» 1 05	» 1 75
Mousseline-laine, étoffes pour bals et soirées.....	» 0 27	» 0 45
Woll-Beige, qualité excellente.....	» 0 45	» 0 75
Jupons et étoffes moirées, meilleure qualité.....	» 0 40	» 0 65
Flanelle Oxford, en qualité excellente.....	» 1 75	» 2 95
Garnitures assorties, en soie, velours et peluche.....	» 0 26	» 0 44
Toile de coton, blanche et écarlate, double largeur.....	» 0 27	» 0 45
Foulard alsacien, qualité excellente et impression solide.....	» 0 33	» 0 55
Foulard alsacien, prima, qualité excell. et impression solide.....	» 0 39	» 0 65
Zéphir, Batiste et Madapolain alsacien, bonne qualité.....		

Département spécial d'étoffes pour messieurs et garçons:

	Prix par 1/2 aune.	Par mètre.
Bouquin, Velours et Cheviot, environ 140 cm. de largeur, pure laine, prêt à l'usage.....	à Fr. 1 45	Fr. 2 45
Kammgarn, Elbeuf et Loden, environ 140 cm. de largeur, pure laine, prêt à l'usage.....	» 2 95	» 4 95
Milaine bernois, environ 130 cm., qualité la meilleure.....	» 2 85	» 4 75

ECHANTILLONS de nos riches collections, en draps pour messieurs et garçons, sont envoyés franco par retour du courrier.

Nous attirons spécialement l'attention des Instituts, Sociétés et Revendeurs sur nos prix modérés.

Prière de bien vouloir se rendre compte des avantages offerts, en demandant les échantillons à

CENTRALHOF

OETTINGER & C°

ZURICH

Première maison suisse d'Exportation

P. S. — Envoi à domicile, par retour du courrier, des échantillons de tissus en toutes qualités, pour dames, messieurs et garçons.

POUR

Annonces & Réclames

DANS TOUS LES JOURNAUX

VAUDOIS, SUISSES ET ÉTRANGERS

S'ADRESSER A L'AGENCE DE PUBLICITÉ

HAASENSTEIN & VOGLER

Palud 24 LAUSANNE Palud 24

MONTREUX, VEVEY, SION, GENÈVE, NEUCHÂTEL, FRIBOURG, etc., etc.

(MAISON FONDÉE EN 1855)

Expédition immédiate. --- Prix avantageux.

Elixir Stomachique de Mariazell.

Excellent remède contre toutes les maladies
de l'estomac



et sans égal contre le manque d'appétit, faiblesse d'estomac, mauvaise haleine, flatulences, renvois, coliques, catarrhe stomacal, pituite, formation de la pierre et de la gravelle, abondance de glaires, jaunisse, dégoût et vomissements, mal de tête (qui provient de l'estomac), crampes d'estomac, constipation, indigestion et excès de boissons, vers, affections de la rate et du foie, hémorrhoides (veins hémorrhoidales).
Prix du flacon avec mode d'emploi: Fr. 1, flacon double Fr. 1.50.
— Dépôt central: pharm. "zum Schutzengel" C. Brady à Kremsier (Moravie), Autriche. Dépôt général d'expédition pour la Suisse chez Paul Hartmann pharm. à Steckborn. Dépôt à

Lausanne: ph. Edm. Burnand, Morin, Grandjean; à Bulle: ph. Magnat, Gavini, Rieter; à Châtel-St-Denis: ph. E. Jambé; à Echallens: ph. Grognez; à Montreux: ph. Rabin; à Clarens-Montreux: ph. Bühler; à Territet-Montreux: ph. Engelmann; à Vernex-Montreux: ph. Schmidt; à Morges: ph. Cuérel; à Nyon: ph. Callet, Monnier, F. Roux; à Vallorbes: ph. Ador, Magnat, zur Tanne; à Vevey: ph. G. Narbel, Caspari, St-Martin, Delafontaine, Ph. Ducommun, B. Nicole; à Yverdon: ph. J. Gélaz, Perret; à Olion: ph. F. Schleifer; à Aigle: ph. Rinaldi, ainsi que dans la plupart des pharmacies de la Suisse. n°964x-5848



Poudre Andel TRANSMARINE

nouvellement découverte

TUE

les punaises, les puces, les blattes, les teignes (mites), les cafards, les mouches, les fourmis, les cloportes, les pucerons d'oiseaux, principalement tous les insectes, avec une promptitude et une sûreté presque surnaturelle, de sorte qu'il n'en reste pas la moindre trace du conval d'insecte.

Cette poudre, véritable et à bon marché, se vend à Pra-

gue,

chez J. ANDEL, droguiste

"13, au chien noir, Hulgasse 13"

A Lausanne: chez MM. A. & E. Simond fils, droguerie, 13, rue du Pont 13. A Payerne: chez M. D. Perrin, où se trouve le dépôt général pour la Suisse française. n°3317-2322

VIN DE VIAL

Tonique reconstituant

Le plus énergique que
doivent employer
Convalescents, Vieillards
Femmes et Enfants
débiles

Le VIN de VIAL est l'association des médicaments
les plus actifs pour combattre Anémie, Chlorose,
Phthisie, Dyspepsie, Age critique, longues Con-
valescences. En un mot, tout état de langueur et
d'amaigrissement caractérisé par la perte de l'appétit
et des forces.

Lyon — Pharmacie J. Vial, rue de Bourbon, 14, — Lyon

Dépôts: Lausanne, Ph. Pischl, Feyler, Grandjean, Cadonau; à Vevey, Buhlmann, Germond; à Montreux, Rabin.

246

POMMADE TANNIQUE

ROSE, rendant aux CHEVEUX BLANCS leur couleur primitive, 6 francs.
TEINTURE UNIQUE Instantanée
Sans lavage (1 seul flacon) pour Cheveux et Barbe, 6 fr.
FILLICOL, 53, Rue Lafayette, Paris
POMMADE au Goudron de Dr Nysten, contre les Pellicules, 3 fr.

POUDRES DÉPURATIVES

DE MONSIEUR LE

DOCTEUR J. U. HOHL DE BÂLE

Remède infallible, garanti par une pratique de quarante ans.

Ce médicament facile à prendre, guérit infailliblement toutes
espèces d'éruptions de la peau, de maladies vénériennes
et cancéreuses, de dartres et de plaies aux jambes. Il est
le plus excellent contre les scrofules et dangereuses, les maux
d'yeux, d'oreilles, de nez, etc., et chez les enfants.

De nombreuses attestations de personnes guéries, des certificats de médecins
et de personnalités appartenant à nos plus hautes autorités, sont tenus à la
disposition des gens désirant en prendre connaissance.

Prix de la boîte fr. 1.55

Toute boîte porte comme marque de fabrique, protégée par la loi,
la signature de l'inventeur J. U. HOHL, Docteur.

CERTIFICAT. Le soussigné atteste que les poudres préparées par feu
Monsieur le docteur en médecine, J. U. HOHL, autrefois médecin dans le canton de Bale-
Campagne, l'ont il y a déjà quelques années, délivrées et complètement guéries d'une
affection très tenace de dartres, qui s'étaient répandues sur
tout le corps, et contre lesquelles tous les autres moyens em-
ployés avant, étaient restés sans le moindre succès.

Je puis, en conséquence, recommander à chacun, de mon
mieux et avec une conviction absolue, ces poudres pour la
guérison des dartres.

Zürich, en septembre 1890.

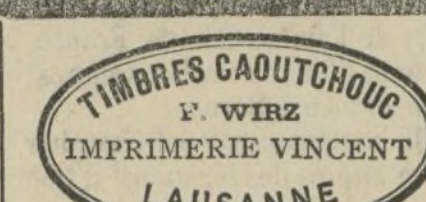
J. Dietler, ancien grand bailli.

En vente dans les pharmacies M. Grandjean et H. de Gier, Lausanne;
pharm. Archinard, U. Fontana, Cossonay; pharm. Peyer, Aubonne;
pharm. Ador, Vallorbes; pharm. H. Golaz, Ste-Croix; pharm. S.
Demiéville, Bâle, et dans toutes les autres pharmacies. n°767-1316

IMMEUBLE A VENDRE A GENÈVE

[4398] dans le centre de la ville, de construction moderne. Rendement
net, certain de 4 1/2 %. Prix 170,000 francs.

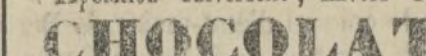
S'adresser à M. H. Carey, régisseur, rue Pellet 10, Genève.



MÉDAILLE D'OR

Exposition Universelle, Anvers 1885

CHOCOLAT



NEUCHÂTEL, Suisse.

MÉDAILLE D'OR

Exposition universelle

Paris 1889.

Paris 1889 Médaille d'or.

500 francs en or,

si la Crème Grolich ne fait
pas disparaître toutes les im-
pures de la peau, telles que
les taches de rousseur, les
lentilles, le hâle, les vers, la
rougeur du nez, etc., et si elle
ne conserve pas jusqu'à dans
la vieillesse un teint blanc,
éblouissant de fraîcheur et de
jeunesse. Pas de farci! Prix à
Bâle fr. 1.50 dans le reste de
la Suisse fr. 2.— Exiger ex-
pressément la "Crème Gro-
lich primée", car il existe
des contrefaçons sans valeur.

"Savon Grolich", pour
compléter la Crème. Prix à
Bâle fr. 1.— dans le reste de
la Suisse fr. 1.25.

"Hair Milk Grolich", la
meilleure teinture du monde
pour les cheveux, exempte de
sulfate de plomb. Prix partout
fr. 2.50 et fr. 3.—

Dépôt général: A. Bütner,

pharmacie à Bâle; en vente
en outre dans toute la Suisse,
chez les pharmaciens et les
coiffeurs.

CANNES

Pension. Plein midi.

Vue splendide. De-
puis 4 fr. — Mme Mathieu, route
de Grasse. 4609

PENSIONNAT 1^{er} ordre

A WIESBADE

(dont la directrice est à Vevey)

recevrait une demoiselle

disposée à payer une petite pen-
sion et à faire faire la conversa-
tion franc. aux élèves. En échange
elle apprendrait à fond l'allemand
et l'anglais.

S'adresser à l'agence de publicité
Haasenstein & Vogler, Lau-
sanne, sous E 924 L. 4322

A FAMILY

[4605] wishing to vacate a
handsomely furnished apart-
ment in the upper part of
the City Can find a desirable
tenant by applying to MM. de
la Harpe & Chatelanat,
rue de Bourg 33.

Une dame étrangère demande

femme de chambre

de préférence parlant allemand,
sachant coiffer, faire robes, bonne
lingère, qui voyagerait. S'adresser
Hôtel Beau-Rivage, Ouchy. App. 78.

UNE PERSONNE

[4604] instruite et expérimentée
désire trouver un emploi de
caissière, surveillante dans
un établissement au auprès d'une
dame âgée. S'adr. à M. Gaudis,
notaire, Pépinière, ou à Mme Jac-
card-Gély, la Palud, Lausanne.

MAITRE

d'une école normale

[4330] prussienne, âgée de 23 ans,
ayant séjourné longtemps à Lau-
sanne, parlant couramment fran-
çais, désire se placer pour le 1^{er}
octobre comme instituteur
dans une maison d'éducation, pen-
sion ou famille. Il donnerait des
leçons d'allemand, de mathéma-
tiques, d'arithmétique et de gym-
nastique. S'adr. à l'agence de pu-
blicité Haasenstein & Vo-
gler, Lausanne, sous Bc 9252 L.

Séjour de montagne. Morcles.

Fin de saison. Prix réduits.

PENSION CHESEAUX

sur Lavey-les-Bains. 4623

4606. Un Suisse âgé de 40 ans,

conducteur de machines

habitant l'Angleterre depuis 20 ans
et ayant travaillé dans diverses
usines et brasseries, désire rentrer
au pays et y trouver une place
analogue. Il parle couramment
anglais, français et allemand. Pour
tous renseignements, s'adresser à
M. le prof. Masset, Maupas
14, Lausanne.

Une famille bernoise

[4615] cherche auprès de 3 jeunes
enfants

une bonne

de la Suisse française.

S'adr. sous initiales E 5616 S,
à Haasenstein & Vogler,
agence de publicité, à Berne.

UNE JEUNE FILLE

[4397] Suisse, sachant la lan-
gue italienne, cherche place de
bonne d'enfants ou de fem-
me de chambre dans une
bonne famille où elle aurait l'oc-
casion d'apprendre la langue fran-
çaise. Offres sous chiffre H 2772 Z,
à l'agence de publicité Haasen-
stein & Vogler, Zurich.

4370. UNE PERSONNE de
40 ans, ayant l'habitude des hôtels,
désire se placer comme gou-
vernant dans un hôtel de 1^{er}
ordre, de préférence à Genève.
Références à disposition. Offres
sous Hc 6701 X, à l'agence de
publicité Haasenstein & Vo-
gler, Genève.

UNE FAMILLE

[4581] retourner prochainement
à Téhéran (Perse), voudrait em-
mener comme institutrice une
jeune personne musulmane et par-
lant correctement le français, pour
s'occuper de deux enfants. De sé-
rieux avantages sont assurés.

S'adresser sous Sc 9359 L, à
l'agence de publicité Haasen-
stein & Vogler, Lausanne.

LEÇONS

4359. Un professeur pouvant
disposer de quelques heures cha-
que jour, désire donner des leçons
de latin, de grec, de français, d'al-
gèbre, d'arabique et d'italien. Mé-
thode très pratique pour l'étude
des langues modernes. Meilleures
références à disposition. Prix mo-
dérés. S'adresser Villa Bellaria,
aux Epinettes, 1^{er} étage, Lausanne.

Un espagnol

[4321] donne des leçons dans sa
langue maternelle (gram-
maire et conversation).

S'adresser les offres sous chiffre
C. P. 10, poste restante, Lausanne.

Voyageur demandé.

4358. Un commerce de vins en
gros du canton de Vaud demande
pour entrer de suite un bon
voyageur connaissant à fond la
partie des vins pour voyager les
cantons de Berne, Soleure, Argov-
ie et Lucerne. Inutile de se pré-
senter sans les meilleures référen-
ces.